



Les relations entre l'Union européenne et l'Afrique subSaharien : Quel avenir ?

Mémoire de géopolitique du
Lieutenant Colonel Chukwuma MOJEKWU (Armée de l'Air du
Nigeria)

Dans le cadre de l'étude dirigé sur la construction européenne :
"Aspects institutionnels et politiques communes".

Directeur:

Philippe MOREAU-DEFARGES

de l'Institut français des relations Internationales
et professeur à l'Institut d'étude politiques de Paris

coDirecteur:

Jean-François DAGUZAN

de la Fondation pour la Recherche Stratégique, Paris
et professeur associé à Université Paris II

Juin 2002

Les relations entre l'Union européenne et l'Afrique subsaharienne :
Quel avenir ?

Sommaire

PREMIERE PARTIE :

L'UE ET L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE DANS LE MONDE D'APRES LA GUERRE
FROIDE

Un rapport de plusieurs inégalités

Les aspects politiques et institutionnels

Les aspects économiques

Les aspects sociaux et environnementaux

DEUXIEME PARTIE :

RELATIONS EURO-AFRICAINES - DE BERLIN 1884 à 2000 COTONOU

Contexte historique

L'Accord Cotonou

Le Bilan de Cotonou

TROISIEME PARTIE:

L'AVENIR

Les défis des relations euro-africaines futures

Les perspectives de relations euro-africaines

INTRODUCTION

Au cours des siècles, les liens ont existé entre les pays de l'Afrique subsaharienne (ASS) et les pays de l'Europe occidentale dont la plupart constituent l'Union européenne d'aujourd'hui. Cela a abouti à diverses formes de rapports entre ces deux régions; politique, social, économique, linguistique et culturel. De leur premier contact formel au quinzième siècle jusqu'à présent, les liens et les intérêts ont perduré et l'indication la plus récente en est le sommet de Bruxelles réunissant quelques chefs d'états africains et l'UE en octobre 2001. Cependant, des événements récents dans le monde entier, particulièrement depuis la fin de la Guerre Froide ont mis en doute la viabilité des relations entre ces deux régions qui ont actuellement peu en commun sauf des liens coloniaux dont la signification s'éteint progressivement diminue. D'une part, l'Europe occidentale est aujourd'hui une des économies les plus fortement développées dans le monde, une des plus stables et sûre (du point de vue de la sécurité) depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale et la chute du Mur de Berlin. D'autre part, les pays les plus pauvres dans le monde se trouvent en ASS. De nouveau, la plupart de l'Afrique subsaharienne est confrontée à des conflits ethniques et à des guerres, à des problèmes environnementaux, à des leadership autoritaires et déplacés, à des économies très faibles et instables provoquées par la corruption de haut niveau et la mauvaise gestion brute des ressources. L'Afrique est aussi associée avec toutes les formes d'épidémies humaines. Selon Alvaro Vasconcelos, ces images désolées, couplées avec l'intérêt stratégique marginal du continent, ont mené certains à croire que l'Afrique est un continent perdu et pas une place où l'Europe devrait concentrer ses efforts²

La situation devient plus sombre pour n'importe quelle préoccupation tangible dans le futur et intérêt des pays de l'Europe occidentale en ASS face à la construction européenne actuelle sous l'égide de l'UE. Ainsi, on peut se demander s'il y a un point de convergence entre ces deux régions pour favoriser ou encourager des relations dans le monde d'aujourd'hui? Les relations avec l'ASS méritent-elles une place dans le nouveau paysage européen actuellement reconçu par l'UE ? Autrement dit, l'UE devrait-elle avoir une politique de l'Afrique subsaharienne, qui formerait alors la base de ses relations futures avec la région, tout en gardant à l'esprit des inégalités évidentes dans de telles relations ? Cette étude cherche à analyser et offrir des réponses à certaines de ces questions. Elle examinera le rapport présent entre les pays de l'UE et des pays d'Afrique subsaharienne

² VASCONCELOS Alvaro, "L'Europe devrait-elle avoir une politique en Afrique ?", dans KÜHNE Winrich (dir.), Gestion de crise et règlement des conflits en Afrique subsaharienne : rôle de l'UEO, Cahiers de Chaillot, décembre 1995, n ° 22, p 3.

dans le monde d'après la Guerre Froide. Elle explorera ensuite les secteurs de coopération et d'association possibles dans l'avenir à la contexte de la construction européenne. Notre première partie sera donc consacrée à une vue d'ensemble brève des dispositions présentes des deux régions géopolitiques, mettant en évidence les problèmes et les obstacles qui empêcheraient une association fructueuse. Dans la deuxième partie, nous examinerons les secteurs où les coopérations ont existé dans le passé et se sont formées. Dans ce contexte, nous concentrerons notre propos sur le nouvel Accord Cotonou signé le 20 juin 2000 à Cotonou, (République du Bénin), entre l'UE d'une part et les pays de l'ASS, les états des Caraïbes et du Pacifiques en autres, sous l'égide du partenariat d'ACP-UE. Certains ont vu l'Accord Cotonou comme le rapport le plus audacieux et à la grande portée la plus grande entre le Nord riche et le Sud pauvre, pour ce qui concerne les temps récents. Selon M. Poul Nielsen, le Commissaire de l'UE pour la Coopération de Développement et d'Aide Humanitaire, la signature de l'accord démontre l'engagement de l'UE à poursuivre son travail dans le monde en promouvant les valeurs de solidarité et le dialogue forgé en commun pour envisager l'avenir par la coopération mondiale. D'autres cependant soutiennent que c'est devenu une façon aisée de réduire l'engagement de l'UE dans les affaires de pays africains subsaharien au minimum le plus strict. Comme Kenneth KARL a correctement observé, les raisons initiales de l'établissement de ce rapport coopératif sont maintenant démodées. Il cite Paul Valéry qui avait fait des remarques sur cette question; 'une des plus mauvaises aberrations mentales doit penser que les choses peuvent survivre quand les raisons de leur existence sont parties.'⁴ Notre dernière partie sera consacrée aux défis et les perspectives d'association euro-africaine à l'avenir seront examinés.

⁴ KARL Kenneth, "EU/ACP Construction(Bâtiment) de Relations pour Demain", le Courrier d'ACP-UE, octobre-septembre 1996, p. 68.

PREMIERE PARTIE

L'UNION EUROPÉENNE ET L'AFRIQUE SUB-SAHARIENNE DANS LE MONDE D'APRES LA GUERRE FROIDE



FIGURE 1 : LES 48 PAYS DE L'AFRIQUE SUBSAHARIEN

1.0 Un rapport d'inégalités sévères.

La période qui couvre la fin de la Guerre Froide au début des années quatre-vingt-dix a provoqué la disparition du monde bipolaire inspiré par les accords de Yalta et l'apparition à sa place d'un monde unipolaire dominé par des systèmes occidentaux, leur valeurs et leur ordre économique dont la démocratisation et la mondialisation sont les marques principales. Cela a abouti au nouvel élargissement du fossé entre le Nord et le Sud ; les pays riches et pauvres du monde, les pays développés et les pays sous-développés. En effet, les rapports entre ces régions économiques ont dû être redéfinis pour tenir compte des réalités d'aujourd'hui. Ainsi, pour comprendre les perspectives et les problèmes du rapport entre l'UE et l'ASS, il faut d'abord mettre au premier plan les faits de nos temps contemporains quant aux deux régions. Dans le contexte actuel, l'UE est faite des quinze pays de l'Europe occidentale regroupées par le Traité de Maastricht de 1992. D'autre part

l'ASS comporte quarante-huit pays l'Afrique, situés au sud du désert de Sahara, y compris leurs îles adjacentes (voir la carte à la figure I). Les deux régions qui font l'objet de notre travail sont si fondamentalement différentes sous plusieurs aspects que n'importe quel rapport sérieux ou association sont extrêmement difficiles. Tout d'abord, en dehors du fait que l'ASS est physiquement éloignée des pays de l'UE, elle est entourée par l'eau qui exclut le contact par la terre, forme primordiale de lien entre des zones. De nouveau, le Sahara est une barrière naturelle qui rend la communication avec le nord de l'Afrique (et l'Europe) difficile. Ces points soulignent les aspects géographiques. D'autres secteurs principaux de fracture entre les deux régions : politique / institutionnel, économique et culturel seront discutés en détails.

1.1 Les Aspects Politiques et Institutionnels.

Les inégalités qui existent entre l'UE et l'ASS sont exemplifiées par les grandes disparités entre les structures politiques et institutionnelles dans les deux régions. Les pays de l'UE ont bien développé des structures politiques nationales et supranationales forgées au fil de temps des principes démocratiques fondamentaux séparation des pouvoirs politiques entre l'exécutif, la législature et le judiciaire. A cela s'ajoute une bonne gestion des pouvoirs et le respect le plus des droits de l'homme. Ainsi, la structure institutionnelle de toute l'Europe des 15 est pratiquement à son aboutissement de développement. Au niveau supranational, le travail harmonieux et presque parfait du Conseil/Commission européenne, du Parlement européen et de la cour de justice témoignent de cette affirmation. Le point culminant de ce succès est le succès de l'expérience d'UE entière jusqu'ici et le mouvement éventuel vers une Europe fédérale. Cet extrait de Presse paru après le sommet du Conseil de l'UE à Laeken résume convenablement cette assertion;

“L'UE est un grand succès. Depuis un demi-siècle maintenant, l'Europe a été en paix. Avec l'Amérique du Nord et le Japon, l'Union forme une des régions les plus prospères du monde. Résultant de la solidarité mutuelle et de la juste répartition des bénéfices du développement économique, le niveau de vie dans les régions plus faibles de l'Union a énormément augmenté et ils ont fait bon usage de beaucoup d'inconvénients auxquels ils étaient confrontés. l'unification de l'Europe n'est pas loin. L'Union est sur le point de s'étendre pour introduire plus de dix nouveaux membres, principalement l'Europe centrale et de l'est, fermant ainsi finalement un des chapitres les plus sombres de l'histoire européenne : la Deuxième Guerre mondiale et la division artificielle de l'Europe qui a suivi.”

En Afrique subsaharienne, le cas est celui de l'opposé extrême de tout ce qui a été noté plus haut : c'est une région perpétuellement en crise. Nous regarderons les questions une par une.

1.11 "Démocraties" autoritaires; souvent corrompues et ineptes. La plupart des gouvernements des pays d'ASS ont ce que l'on peut appeler, en termes modestes, des démocraties en transition avec les effets à retardement des dictatures militaires. Elles sont le plus souvent marquées par des styles de leadership autoritaires, la corruption de haut niveau, un leadership inepte et peu ou pas de respect pour les droits de l'homme. Un certain nombre de facteurs ont provoqué cette situation. Premièrement, la plupart des pays d'ASS ont été sous des dictatures militaires pour la plus grande partie du temps depuis leur indépendance qui remonte aux années soixante. Ces régimes étaient souvent totalitaires et les ressources d'états personnalisées par des despotes individuels. Le pouvoir exécutif, juridique et judiciaire ont été usurpés par cette classe de leaders. Tandis que ces leaders et leur entourage s'enrichissaient fabuleusement, la majorité de leurs sujets ont vécu dans la pauvreté la plus grande. Ainsi, la seule voie était d'arriver au pouvoir politique. Certains des cas scandaleux étaient Jean Bokassa de la République centrafricaine, Mobutu Sese-Seko de l'ancien Zaïre, Idi Amin de l'Ouganda, Sani Abacha du Nigeria. Quand Mobutu a perdu le pouvoir le bruit s'est répandu qu'il était plus riche que son pays, tandis que dans le cas de Sani Abacha, on a officiellement estimé qu'il avait détourné plus de 3 milliards de dollars, cachés dans diverses banques étrangères, (notamment en Europe) au moment de sa mort! L'exception principale digne d'attention dans cette saga est l'Afrique du Sud dont la nouvelle démocratie sort tout juste de régimes d'Apartheid de plus de trois décennies. À cet égard, on peut aussi regarder cela comme une démocratie en transition.

Deuxièmement, la fin de la Guerre Froide a apportée avec elle des sentiments partagés en l'ASS. Pour tandis que l'intérêt des pouvoirs occidentaux a commencé à sevrer dans des questions concernant cette partie du globe, il y avait une nouvelle vague de démocratisation dans le monde entier au milieu des années quatre-vingt-dix visant à l'alignement au nouveau monde d'après la Guerre Froide avec des valeurs occidentales et des normes. Des gouvernements occidentaux ont maintenant exigé la démocratie comme des conditions pour le renouvellement de l'aide en ASS. Le Gouvernement français, par exemple, a déclaré 'aucune aide sans démocratie' à ses anciennes colonies africaines après la Conférence de La Baule. Ainsi, en ASS aujourd'hui, une vague de démocratisation a balayé la région depuis le milieu des années quatre-vingt-dix et continue au jour présent. Cependant, ces démocraties sont des cris lointains de l'idéal, puisqu'ils reprennent la plupart des traits de leurs prédécesseurs au gouvernement : Corruption, tendances

totalitaires, inaptitude et perpétuation au pouvoir. Tandis que quelques anciens dictateurs militaires comme Kérékou de Bénin et N'guessou au Congo Brazza se sont simplement transformés en présidents 'civils' sous des processus d'élection très douteux, quelques autres comme Bongo au Gabon, Biya au Cameroun et Mugabe au Zimbabwe, héritent du pouvoir légitimement et font par la suite tout pour s'y perpétuer (ceci inclut écrasement de toutes les formes d'opposition et le bâillonnement de la Presse). Une étude récente menée par la Transparency International n'a pas révélé de changement significatif entre les niveaux de corruption dans des pays africains subsaharien depuis les dix dernières années du processus de démocratisation en ASS. Sur une échelle de 0 à 10 (0 pour le plus corrompu, 10 pour le plus transparent), seulement un pays africain subsaharien (le Botswana) a atteint la note de 6 points qui est prise comme le minimum acceptable. Le Cameroun, le Kenya, le Nigeria et l'Ouganda sont au plus bas avec moins de 2 à côté de pays tels que l'Azerbaïdjan, le Bangladesh, la Bolivie et l'Indonésie. En comparism, à l'exception de la Grèce et de l'Italie, tous les pays de l'UE sont au-dessus de 6 points, le Danemark, la Finlande et la Suède marquant 9 même au-dessus. Les enquêtes ont été faites avec un minimum de trois paramètres différents pour chaque pays. Il en résulte que nombre de pays ne pourraient être inclus dans ce classement (seulement 15 en ASS, mais toute l'Europe de 15). Cependant, il donne toujours une image générale des niveaux de corruption présents dans le monde, région par région.

1.12 Les éternelles crises intraétatiques et interétatiques . Le spectre du paysage politique africain subsaharien a été pointillé avec la crise régionale et diverses conflits puisque la plupart des états qui le constituent ont obtenu l'indépendance de leurs maîtres coloniaux. La plupart de ces crises proviennent souvent de rivalités ethniques pour le contrôle du pouvoir politique et s'étendent ensuite à l'échelle des conflits armés. Les Guerres du Biafra et du Katanga sont des exemples classiques tandis que des cas plus récents abondent dans la région des Grands Lacs, le Libéria, le Soudan, le Tchad et la Somalie. D'autres source principales sont de tensions régionales sont les discussions banales de frontière entre les pays qui partagent des frontières communes, e.g (Nigeria/Cameroun, Bénin/Togo, Sierra Leone / Libéria, Congo DRC/Angola).

1.13 Insécurité. Un grand nombre de pays d'ASS est tourmenté par les problèmes d'insécurité interne de haut niveau qui sont enracinés dans des situations sociales et politiques dans ces pays et qui engendrent des pertes considérables en vies et en bien. Quoiqu'ils se semblent pas capables d'intensification à la pleine échelle des conflits armés, leurs effets de déstabilisation ont tendance à faire peur aux investisseurs étrangers potentiels. Par exemple, depuis l'arrivée du gouvernement démocratique actuel au Nigeria

en 1999, il y a eu perte de plus de 10,000 vies dans des heurts ethniques/religieux, ce qui fait un taux d'environ une crise principale tous les deux mois. Il y a aussi eu récemment des bouleversements politiquement motivés au Zimbabwe, à Madagascar et dans les Îles des Comores qui ont soulevé des préoccupations internationale à l'échelle. En outre, les régions de l'ASS ont été témoins de l'augmentation marquée du crime organisé surtout dans les centres urbains (particulièrement en Afrique du Sud et au Nigeria).

1.2 Aspects économiques et commerciaux.

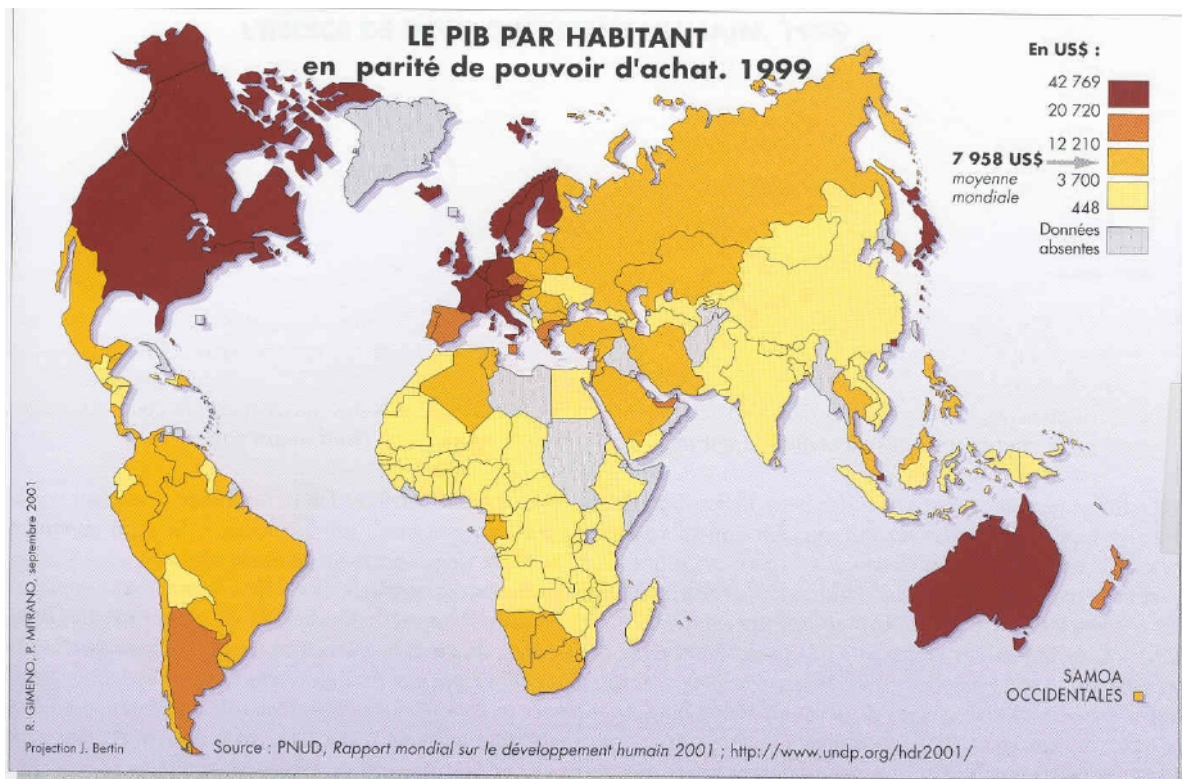
1.21 Généralités .

Le désaccord total entre les économies des deux régions qui font l'objet de notre étude est un autre aspect crucial qui met en évidence à quelle distance l'UE est l'ASS. En général, les économies des pays de l'UE sont bien développées, avec les bases industrielles qui sont soutenues par un secteur privé très robuste et actif. La plupart des parties de l'ASS, de leur côté, ont des économies très faibles à la fois sous-développées et fortement dépendantes de la direction gouvernement des entreprises nationales contrôlées. À l'exception de l'Afrique du Sud (et dans une certaine mesure le Nigeria), l'activité de secteur privée est à peu près inexistante.

1.22 Quelques indicateurs économiques.

Il n'est pas surprenant alors qu'une grande disparité existe entre le PIB par habitant et d'autres indicateurs économiques dans les deux régions. En moyenne, le PIB par personne dans les pays de l'UE est d'environ 25,000 € tandis que celui des pays de l'ASS est à peine de 300 €. En fait, la majorité des gens en Afrique subsaharienne survit avec bien au moins de 1 € par jour! Le rapport de la Banque mondiale 2001 montre que l'espérance de vie dans les pays de l'UE est d'environ 75 ans, tandis qu'en Afrique subsaharienne, cela oscille entre 40 et 50 ans. De nouveau, le taux de fécondité en ASS est autour de 5 contre une moyenne de 1.5 dans les pays d'UE. Ceux-ci sont deux index économiques importants qui ont un grand retentissement sur le niveau de développement économique d'un pays. La carte dans figure II montre la distribution de PIB par personne dans le monde entier.

L'ancienne capitale du Nigeria, Lagos, enregistre au minimum un incident de braquage par jour dans des temps récents. Le gouvernement a été forcé de procéder à une opération nommée 'Opération Fire for Fire' arrêter la marée d'attaques à main armée dans la ville commerciale. Les incidents en Afrique du Sud sont similaires, on y compte en plus des viols et des assassinats.

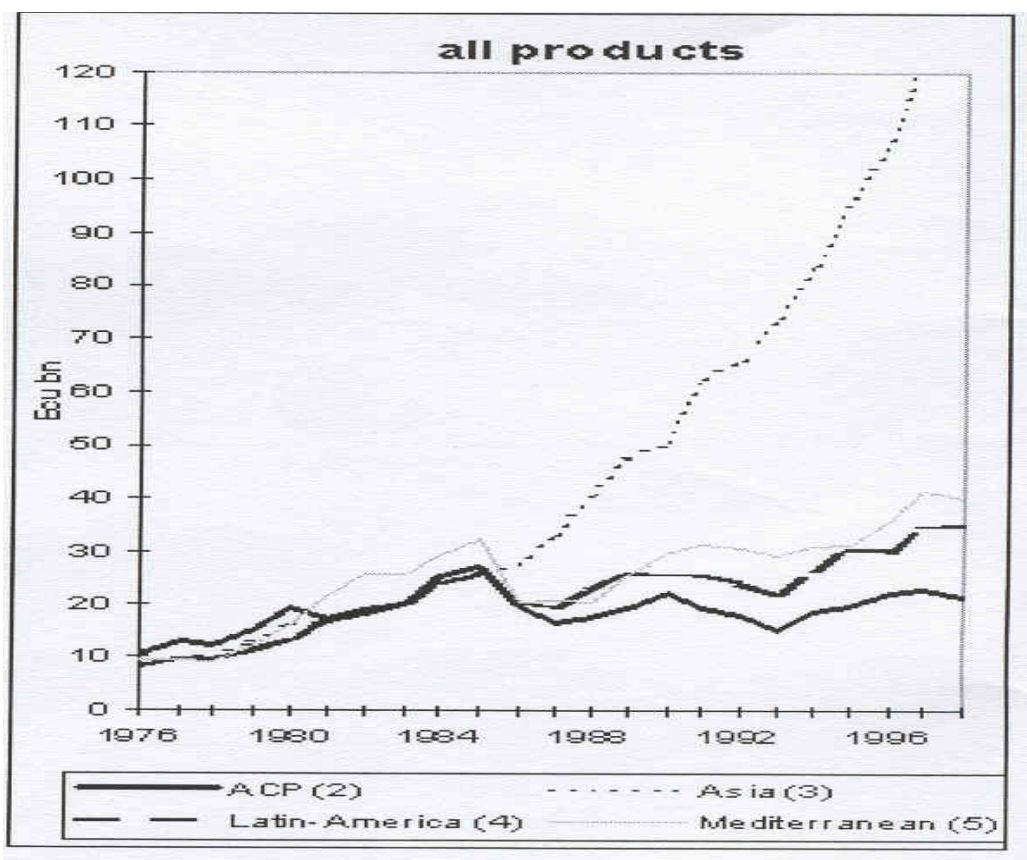


GRAPHIQUE II : DISTRIBUTION MONDIALE DE PIB PAR PERSONNE

SOURCE : PDNU

1.23 Les commerces extérieurs.

Le déséquilibre entre l'UE et l'ASS est aussi amplifié par les parts dans le commerce total du monde et le volume de commerce entre les deux régions. Actuellement, l'UE représente près de 30 % du commerce du monde tandis que toute l'Afrique contribue moins d'un pour cent! En ce qui concerne le commerce entre les deux régions, dans les 12 ans passés même le volume faible de commerce qui avait existé entre les deux régions, a été en déclin progressif pour ce concerne la part des pays d'ASS. Des études récentes indiquent que le volume d'exportations à l'UE est tombé d'environ 6 % en 1978 à moins de 2 % en 1998. De nouveau, tandis que les pays en voie de développement de l'Asie du Sud-Est, la Méditerranée et l'Amérique Latine augmentent leur part de commerce avec l'UE, celui de l'ASS est sur le déclin (graphique III).



GRAPHIQUE III : DISTRIBUTION DE COMMERCE DE L'UE AVEC LES PVD SOURCE :EUROPA

1.3 Les aspects sociaux et environnementaux.

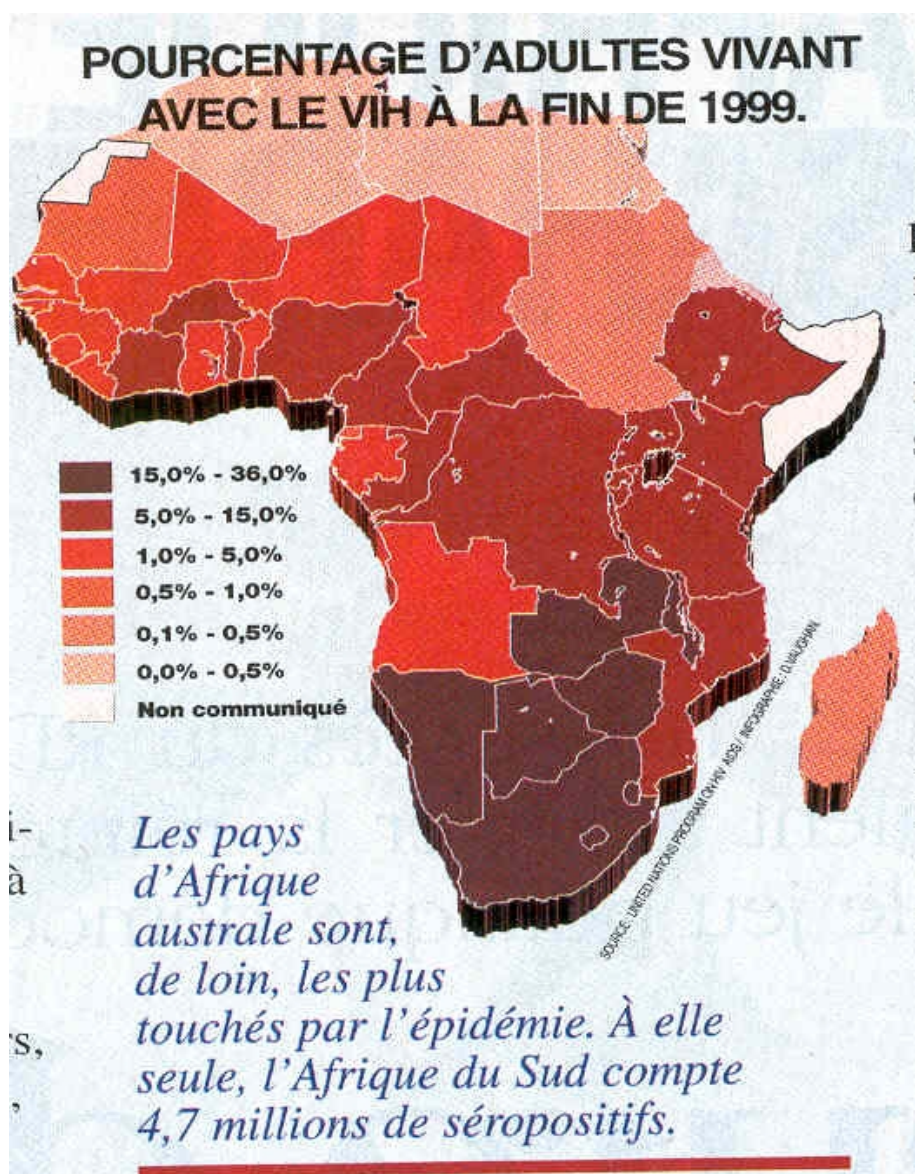
L'Afrique, au sud du Sahara traverse aujourd'hui une crise monumentale due aux épidémies humaines, aux catastrophes naturelles et à des problèmes environnementaux. Certains des plus sérieux seront évoqués en détails ci-après.

1.31 Épidémies de VIH/SIDA.

Les épidémies humaines les plus dévastatrices en Afrique subsaharienne sont aujourd'hui celle du VIH/SIDA. Jusqu'ici, elle a causé plus de morts que tous les conflits armés majeurs que la région a connu (du Katanga et du conflit Biafra des années soixante à ceux du Rwanda et du Libéria des années quatre-vingt-dix) et est maintenant la cause principale de mort. Dans une interview récente sur la crise du SIDA en Afrique, le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, Collin Powell, a observé qu'il n'y a aucune guerre sur causant aujourd'hui plus de morts et de destruction que le VIH/SIDA. L'OMS, dans son rapport récent donne les chiffres ahurissants suivantes sur la crise du VIH/SIDA en ASS:

- ❑ Plus de 4 millions de personnes sont mortes des complications liées au SIDA comme en décembre 2001
- ❑ Plus de 11 millions d'enfants sont devenus des orphelins d'SIDA

- Une personnes sur 10 est infectés par VIH/SIDA, surtout les personnes entre 15 et 45 ans.



SOURCE :OMS

GRAPHIQUE IV : POURCENTAGE D'ADULTES VIVANT AVEC VIH/SIDA EN AFRIQUE

Le fléau de SIDA réclame ainsi la population la plus productive de la population qui tient la clef à l'avenir de l'Afrique subsaharien. Dans quelques pays (comme l'Ouganda, le Botswana, la Zambie, le Malawi et l'Afrique du Sud), il contribue déjà à la réduction de la croissance économique annuelle pour par moins de 5 %.

1.32 Catastrophes naturelles.

La sécheresse qui a entraîné la famine a aussi eu sa moisson de morts dans la plupart des de pays ASS particulièrement dans la région du sahel et dans la corne de l'Afrique (la Somalie et Erythrée). Dans la plupart des cas, les sécheresses provoquent une nouvelle désertification qui affaiblit à son tour les pays agricoles et entraîne la migration obligatoire de la population humaine et animale.

1.33 Des problèmes environnementaux.

Les formes diverses d'activité humaine, (aux limites de l'exploration pétrolière et de l'exploitation dans les secteurs côtiers, l'abatage à outrance dans les forêts équatoriales et la sur-exploitation des pâturages dans les régions Savana tropicales et subtropicales boisées), provoquent des problèmes environnementaux immenses en ASS. Dans la plupart des pays producteurs de pétrole (particulièrement le Nigeria, le Cameroun, le Gabon, le Congo Brazza), les marées noires sont devenues une norme plutôt qu'une exception arrivant à la fréquence d'au moins une par jour dans quelques comtés comme le Nigeria. Ainsi, l'exploration pétrolière et les activités d'exploitation transforment l'écosystème "mangrove" en terres inculte, impropres à l'activité agricole et à la pêche (dont dépend la plupart de la population). Cette situation engendre souvent des frictions entre des communautés locales et les compagnies de pétrole opérant dans leur secteur, d'une part, et le gouvernement central de l'autre. De même, des activités d'abatage dans les forêts équatoriales et tropicales de l'Afrique épuisent vite les ressources de la forêt. Les plus mauvais cas sont dans les forêts denses du Cameroun, du Gabon, la Guinée Équatoriale et des deux Congos.

DEUXIEME PARTIE

LES RELATIONS EURO-AFRICAINES : DE BERLIN 1884 à 2000 COTONOU

2.1 Contexte Historique

L'exploration de l'Afrique subsaharien par des européens a commencé par les portugais naviguant la côte de l'Afrique occidentale autour d'année 1482. Les historiens sont d'accord que sauf l'ardeur pour explorer de nouveaux secteurs, il y avait aussi le besoin d'ouvrir de nouveaux itinéraires vers l'Extrême-Orient par suite des guerres incessantes avec les Turcs ottomans. Encouragé par les succès du portugais dans l'établissement de contacts paisibles et des relations commerciales avec les gens, particulièrement autour du delta de la fleuve du Niger, d'autres nations européennes ont pris l'intérêt. Cela a culminé dans deux événements principaux qui devaient réorganiser l'histoire du continent africain, ses nations, empires et des royaumes et la direction des relations de l'Europe avec l'Afrique noire prendraient. Tout d'abord, le commerce d'esclave et ensuite la Conférence de Berlin de 1884 à 1885.

2.11 Conférence de Berlin, colonisation et processus de décolonisation.

Convoqué en novembre 1884 par le Chancelier allemand à l'époque, Otto Von Bismarck, le but principal de la Conférence de Berlin devait résoudre des revendications territoriales contradictoires par des nations européennes diverses en Afrique pendant la période de colonisation qui a suivi l'abolition de commerce d'esclave. La Conférence a abouti en novembre l'année suivante avec la division de l'Afrique parmi les pouvoirs européens. L'article 34 de l'Acte de Berlin a déclaré que n'importe quelle nation européenne qui a pris possession d'un territoire africain, ou s'est nommé comme "le protectorat" d'un, a dû informer les pouvoirs signataires de l'Acte de Berlin de cette action. Ainsi sans le savoir, l'Europe concevait déjà une politique de l'Afrique noire dès 1884 à Berlin. Le processus de décolonisation qui a commencé en Afrique à la fin de la Deuxième Guerre mondiale et a continué jusqu'à ce que l'apartheid n'a cédé à la démocratie en Afrique du Sud a duré par près de quatre décennies (de dernières années cinquante à de premières années quatre-vingt-dix). Pendant cette période, beaucoup de changements politiques a eu lieu dans le monde entier qui devait former l'avenir de rapports continentaux et régionaux. Elisabeth Chauveau-Bais a vu les cinquante dernières années comme la période le monde a témoigné plusieurs événements marquants notamment parmi lesquels sont :

- création d'organisations internationales et régionales,
- décolonisation,
- la fin de la Guerre Froide,

- établissement de relations régionales et continentales et coopérations,
- l'explosion de nouvelles techniques de communication,
- libéralisation de commerce du monde et crises économiques mondiales, et,
- marginalisation de pays africains.⁶

En Europe, les pays de l'Europe occidentale ont regroupés d'abord sous la CEE en 1957. Aujourd'hui, cela a cristallisé dans l'Union européenne après la signature du Traité d'Union à Maastricht, en 1992, par 12 états membres de la Communauté européenne.

2.12 Les associations OCT et la Convention Yaoundé (1957-1975).

Le Traité de CEE de Rome signé le 25 mars 1957 a pourvu l'association OCT (Territoires) avec la Communauté européenne récemment formée et a établi la Fond européenne pour la développement (FED). Une initiative de la France, le FED a été destiné aux allocations fournissant aux pays africains colonisés à l'époque et avec lequel quelques états membres de la CEE avaient des liaisons historiques. Les allocations ont été initialement visées au développement d'infrastructure dans ces colonies. Donc, la fondation pour des relations Euro/Africaines contemporaine a été mise au même commencement de la CEE. Plus tôt en 1950, le Ministre des Affaires Etrangères français, Robert Schumann, avait déclaré que «l'Europe, avec des ressources accrues, doit poursuivre une de ses tâches essentielles : le développement du continent africain.»⁷

Au moment où la plupart des OCT ont gagné l'indépendance, les États Africains Associés et le Malgaches (EAAM) ont été formés sous les accords de Yaoundé I(1963) et Yaoundé II (1969). En couvrant 18 pays de l'Afrique subsaharienne (comme indiqué dans la schéma V), les deux accord d'Yaoundé ont constitué un acquis en termes de mise en place d'institutions communes avec la CEE et la structure contractuelle. Bien que la politique Yaoundé ait été essentiellement visé les pays africains francophones, il a créé des bases pour la Convention Lomé qui a suivi.

⁶ CHAUVEAU-BAIS Elisabeth, "Entre régionalisme et mondialisation : politique la de coopération de l'Union européenne verse les bananes ACP font face à l'OMC", L' Afrique politique 2000, l'Édition KARTHALA, p. 223.

⁷ DAVID Dominique, "40 Ans de l'Europe - ACP Rapport", le Courrier d'ACP-UE, Sep 2000, p. 11.

L'ÉVOLUTION DE LA COOPÉRATION EURO-AFRICAINE DEPUIS YAOUNDE

Yaoundé I (1963) – EAAM

Bénin, le Burkina-Faso, le Burundi, le Cameroun, la République centrafricaine, le Tchad, le Congo (Brazza), le Congo DRC, le Gabon, la Côte d'Ivoire, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Rwanda, le Sénégal, la Somalie, le Togo, **

Yaoundé II (1969) – EAAM

Le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda

Lomé I (1975) – ACP

Bahamas, la Barbade, le Botswana, l'Ethiopie, Fiji, la Gambie, le Ghana, Grenade, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Guyane, la Jamaïque, le Lesotho, le Libéria, Malawi, Maurice, le Nigeria, le Samoa, la Sierra Leone, le Soudan, Swaziland, Tonga, la Trinité et Tobago, la Zambie

Lomé II (1979) – ACP

Cap Vert, les Comores, Djibouti, Dominique, Kiribati, Papua la Nouvelle Guinée, Lucia Sainte, Sao Tome et Principe, les Seychelles, les îles Solomon, Suriname, Tuvalu

Lomé III (1984) – ACP

L'Angola, Antigua et Barbuda, le Belize, la République dominicaine, le Mozambique, Kitts Saint et Nevis, Saint Vincent et les Grenadines, Vanuatu, le Zimbabwe

Lomé IV (1990) – ACP

La Guinée Équatoriale, Haïti

Lomé V (1995) – ACP/Afrique du Sud

L'Erythrée, la Namibie, l'Afrique du Sud

Cotonou (2000) – ACP/Afrique du Sud

Les îles Cooks, les îles Marshall, des Etats Fédérés de la Micronésie, Nauru, Niue, Palau

* L'Afrique du Sud s'est jointe comme membre individuel.

** Les pays d'Afrique subsaharienne sont soulignés.

Source : Europe

SCHEMA V :
ÉVOLUTION DE LA COOPÉRATION EURO-AFRICAINE DEPUIS YAOUNDE PAR ASSOCIATION DE PAYS.

2.13 La Convention (1975-2000) Lomé.

L'entrée du Royaume-Uni dans la Communauté européenne en 1973 a mené à la signature d'un accord plus large à Lomé en 1975 entre 9 membres de la CEE d'une part et 27 pays de l'ASS, 6 états du Caraïbe et 3 du Pacifique d'autre part. Cela a donné naissance à la

première association d'ACP-CE sous l'égide de la Convention Lomé qui devait aboutir au plus grand nombre de partenaires et à une diversification des objectifs. Vingt pays du Commonwealth se développant en Afrique subsaharienne, les Caraïbes et le Pacifique ont rejoint l'association qui à ce moment-là était vue comme un modèle pour le développement Nord/Sud. **L'Accord de Georgetown (1975) a institutionnalisé le groupe ACP et lui a donné une structure permanente : le Secrétariat Général.** \$\$\$\$\$\$\$\$\$\$*****

La Convention Lomé enjambée plus de 25 ans (5 ans pour Lomé I, II, III et 10 ans pour Lomé IV) et exposé les principes et les objectifs de ce temps-là coopération de Communauté européenne avec les pays ACP. Lomé I coïncidé avec la quatrième FED de 3 milliards de Euro et avais quatre caractéristiques principales :

- 1) préférences non-réciproques pour la plupart des exportations de pays ACP dans la CEE,
- 2) l'égalité entre des associés, respecte pour la souveraineté, des intérêts mutuels et l'interdépendance,
- 3) le droit de chaque état pour déterminer sa politique propre et,
- 4) sécurité de relations basées sur les accomplissements du système de coopération.

Il a aussi présenté le système STABEX (stabilisation de recettes d'exportation sur des produits agricoles) qui a donné des fonds pour compenser des pertes sur un grand choix de produits agricoles (le cacao, le café, des arachides, le thé, parmi d'autres) suite aux échecs de récolte et des chutes des prix. La signature de Lomé II en 1979 transmis à la cinquième FED de 4.542 milliards d'Euros et n'a pas produit de changement principal sauf l'introduction du système SYSMIN qui était en forme d'un prêt à un pays ACP dépendant lourdement d'un minéral particulier qui a subi des pertes d'exportation. Ainsi, STABEX et des instruments SYSMIN ont été conçu pour aider des pays ACP à faire face à la crise de marchandises. Lomé III a été signé en 1984, correspondant à la sixième FED de 7.44 milliards d'Euros et la emphase changé du développement industriel de promotion et des préférences commerciales au développement indépendant basé sur la sécurité d'alimentation et l'autosuffisance. Les dix dernières années de la Convention Lomé devaient être couvertes par Lomé IV et deux protocoles financiers correspondant à la septième et huitième FEDs de 10.8 milliards d'Euros et 14.625 milliards d'Euros respectivement. La chute du Mur de Berlin et le Traité d'Union (aboutissant à l'attention augmentant de l'Union maintenant européenne à leur voisins de l'Est de l'Europe et de la Méditerranée) et des changements principaux de l'environnement économique international (le GATT), a nécessité une revue de milieu du trimestre de Lomé IV dans 1994-95. Par

conséquent, Lomé IV Révisé (aussi appelé Lomé V) a commencé avec les amendements principaux suivants :

- le respect pour les droits de l'homme, la promotion d'idéaux démocratiques et la bonne gestion est devenu les fonctions essentielles de la Convention, ACP les pays qui n'ont pas accompli ces conditions ont été sanctionnés et refusés d'accès aux fonds d'FED (le Nigeria - 1995, le Libéria – 2000, La Zimbabwe - 2002),
- coopération décentralisée en forme d'association participative incluant acteurs de la société civile,
- programmation de phase, avec le but de flexibilité augmentant et fonctionnement s'améliorant de pays ACP,
- renforcement de la position de femmes et,
- intérêt mutuel dans la protection de l'environnement et du développement durable.

La Convention Lomé a expiré en 2000 et a été remplacée selon un nouvel accord signé le registre en arrivant Cotonou, la République de Bénin, en juin 2000.

2.14 Le Cahier Vert de l'UE.

Les années quatre-vingt-dix ont été marquées par des événements qui ont résolument changé l'orientation de relations d'UE futures avec le reste du monde, particulièrement l'Afrique subsaharienne. Parmi ces événements, les deux ci-dessous étaient les plus d'une grande portée

- a) la chute du Mur de Berlin et l'expansion de l'UE vers l'Est,
- b) évolution d'un nouvel ordre économique du monde imposé par les ronds d'Uruguay du GATT et la création de l'OMC.

Par conséquent, malgré les accomplissements modestes de la politique Lomé, il y avait le besoin de réévaluer l'association d'ACP-UE pour l'adapter au nouvel environnement géostratégique. À la fin de 1995, en avance de 1998 prévu pour des pourparlers sur un nouvel accord, le Conseil européen s'est embarqué à un processus de réflexion. Cela abouti ce qui est généralement mentionné comme "le Cahier Vert"⁸ sur les relations d'UE-ACP. Le Cahier Vert révéla, entre autres, que malgré les préférences commerciales généreuses à les états d'ACP, les objectifs primaires étaient loin d'être rencontrés. Plutôt une tendance en bas était évidente dans pratiquement toutes les sphères, le plus particulièrement, en Afrique subsaharienne. En général, la chose suivante a été reconnue :

⁸ Le Cahier Vert sur les relations entre l'UE et les pays ACP à la veille du 21^{ème} siècle - Défis et Options pour une nouvelle association.

1. la part de marché d'UE des pays d'ACP avait baissé de 6.7 % en 1976 à 3 % en 1998. Celui d'Afrique subsaharien a baissé à moins de 2 % avec 60 % des exportations totales concentrées dans seulement 10 produits.
2. très peu de pays ont enregistré la croissance économique réelle suite aux préférences commerciales (la Côte d'Ivoire, la Maurice et le Zimbabwe).
3. PIB par habitant Afrique subsaharien a grandi par moins de 0.5 % par an de 1960 à 1992, comparés avec la moyenne de 2.5 % pour tous les pays en voie de développement pendant la même période.
4. seulement 6 % de commerce d'Afrique subsaharien étaient avec d'autres pays de la région.

Ajouté à ces révélations est le fait que le développement d'infrastructure en Afrique subsaharien est resté un mirage, bien que beaucoup d'allocations de FED y soit entrée depuis son commencement. L'infrastructure entre états est pratiquement inexistante (les capitales de deux Congos [Brazzaville et Kinshasa], par exemple, n'avez aucun pont entre les deux villes coloniales bien que elles soient assises sur les rives opposées de la fleuve du Congo à presque la même point.

2.2 1L'Accord Cotonou.

Le nouvel accord d'ACP-UE a été signé à Cotonou le 23 juin 2000 par 15 États de membres d'UE et 77 États d'ACP (incluant 48 pays de l'Afrique subsaharien). Sa durée sera pendant vingt ans, avec une disposition pour la révision tous les cinq ans et un protocole financier pendant de chaque cinq année. En concentrant sur la réduction de pauvreté de pays ACP comme son but central, ce nouvel accord a reconnu deux questions principales :

- que la développement est tout d'abord politique et,
- que la mondialisation ne peut pas être synonyme avec la pauvreté, l'inégalité et l'exclusion.

2.21 Nouvelles directions⁹

L'Accord Cotonou a acquis beaucoup sur l'expérience de vingt-cinq années des Conventions Lomé successives. Comme a été noté plus tôt, l'évaluation de l'impact d'allocations et des préférences commerciales non-réciproques aux états d'ACP pendant ces années ont à peine réalisé leurs objectifs. En même temps, la mondialisation et des changements technologiques sont des processus récents dont la majorité des états d'ACP

⁹ Cette section tire considérablement sur Françoise MOREAU, "l'Accord Cotonou – de Nouvelles Orientations", Le Courrier d'ACP-UE, La Publication Spéciale, septembre 2000, pp. 6-10.

risque être exclu. Plus loin, l'augmentation de flux directs d'investissement directs aux pays en voie de développement au cours de la décennie dernière n'a pas favorisé de majorité de pays ACP. De nouveau, il y avait une baisse considérable dans l'effort d'aide de l'UE vers le groupe ACP dans la même période (de 0.33 % PIB de pays de donneur à 0.23 % en 1998). Cela a évidemment reflété une interrogation fondamentale de l'efficacité d'allocations parmi des décideurs politiques et même la population. De là, les nouvelles orientations de l'Accord Cotonou, incarné dans cinq piliers, reflètent une évolution de la dimension politique qui fait une association claire avec le commerce et le développement.

2.22 Les cinq piliers

Les cinq piliers interdépendants d'Accord Cotonou précisent les nouvelles orientations de l'association comme suit :

- 1) la dimension politique,
- 2) l'approche participative,
- 3) la réduction de pauvreté,
- 4) la nouvelle structure du commerce, et,
- 5) la coopération commerciale, rationalisation d'instruments financiers et réformes.

2.221 La dimension politique. Le premier pilier reconnaît que le dialogue devrait jouer un rôle clef pour promouvoir la cohérence et la pertinence de coopération d'ACP-UE. Les questions comme la construction de paix et la politique de prévention de conflit et la migration sont expressément présentées dans le nouvel Accord. Le respect pour les droits de l'homme, des principes démocratiques et l'autorité de la loi et la bonne gestion sera les sujets de dialogue régulier entre des organisations régionales et sous-régionales avec des représentants la société civile. Une nouvelle procédure a été tirée pour traiter des violations et les cas sérieux de corruption.

2.222 L'approche participative. Le deuxième pilier aspire à promouvoir la participation de société civile et des joueurs économiques et sociaux dans le contexte de l'association. Le besoin de l'information, l'appui pour la construction de capacité et le principe de consultation des acteurs non gouvernementaux de l'économie est souligné.

2.223 La réduction de pauvreté. Dans le troisième pilier, l'association se concentre sur la réduction et l'extermination de pauvreté conformément aux objectifs de développement durable et l'intégration progressive de pays ACP dans l'économie du monde. Cela tient compte de la complexité et de la nature multidimensionnelle de pauvreté. Il se concentre sur trois coopération de secteurs de priorité :

- Développement économique

- ❑ Développement social et humain, et,
- ❑ Intégration régionale et coopération.

Tous ces secteurs prévoient la considération de trois thèmes: égalité de genre; gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles; et, développement institutionnel et construction de capacité.

2.224 La nouvelle structure du commerce. Le quatrième pilier crée des modalités pour l'établissement éventuel des nouveaux accords commerciaux qui mèneront au libéralisation de commerce entre les parties. L'objectif est de promouvoir l'intégration progressive des pays ACP dans l'économie mondiale, en augmentant la production et la capacité pour attirer l'investissement et au même temps assurant la conformité avec des dispositions d'OMC, pendant que tenant compte des niveaux de développement respectifs des états d'ACP. Les instruments des STABEX et SYSMIN de régimes Lomé ont été remplacés par de systèmes pour l'appui pour des fluctuations à court terme dans le revenu d'exportation.¹⁰ Les ressources pour ce seront tirées des programmes indicatifs nationaux (PIN).

2.225 Réformes financières. Le cinquième pilier traite de réforme de la coopération financière et la rationalisation d'instruments FED et un nouveau système "de programme roulant". Toutes les ressources FED seront dorénavant canalisées par deux instruments :

- ❑ Une enveloppe groupera ensemble toutes les allocations non-remboursables dans l'appui de développement à long terme et,
- ❑ Une autre fournira le facteur de risque et des prêts en forme de la Facilité D'investissement (FI)¹¹ en vue à soutien du développement du secteur privé.

L'assignation de ressources sera basée non juste sur les besoins d'états d'ACP individuels, mais aussi sur une politique de performance basée dans un nombre des critères.

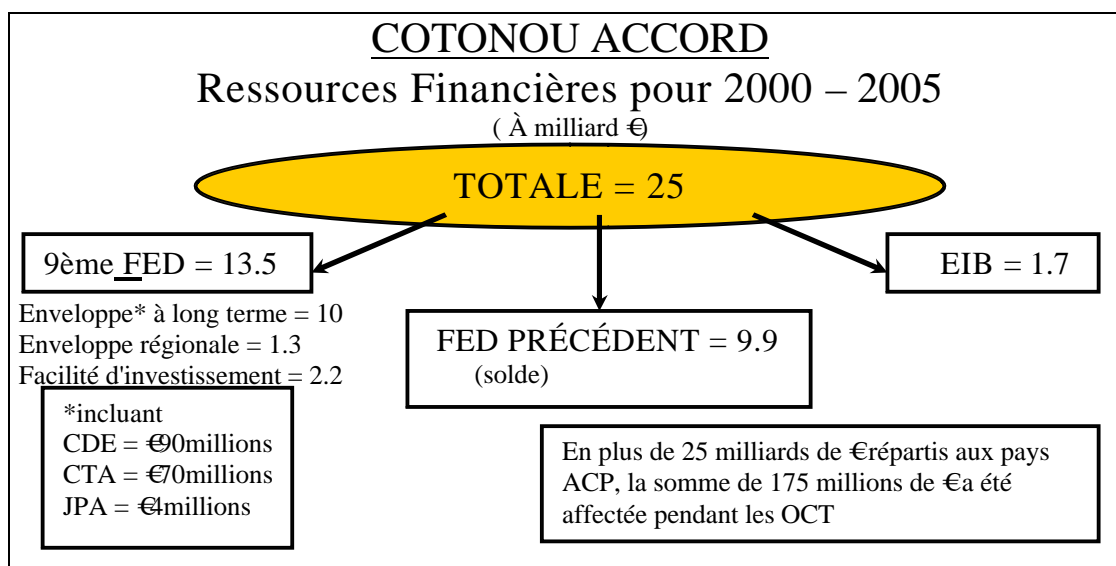
2.23 Ressources financières.

L'UE a fourni un volume significatif des ressources financières qui permettront de soutenir des stratégies de développement dans les pays ACP. On fournit 13.5 milliards d'Euros dans 9ème FED en plus de 9.9 milliards d'Euros non engagés de FED précédent (23.5

¹⁰ Le nouveau système fournit que l'on peut accorder des ressources supplémentaires aux états d'ACP dont les économies sont fortement dépendantes du revenu d'exportation du secteur agricole ou extrayant dans les dispositions(fournitures) pour NIS.

¹¹ Le FI remplace les capitaux à risques et les équipements de subvention de taux d'intérêt de Lomé IV et seront gérés par la BEL.

milliards d'Euros en totale pour 2000 à 2005. De plus, il y a 1.7 milliards d'Euros de l'EIB. Figure IV montre la répartition d'allocations d'UE projetées aux pays ACP pour 2000 à 2005. Cela permettra une augmentation significative des flux annuels d'aide de Communauté aux pays ACP.



SOURCE : EUROPE

FIGURE VI : L' AIDE d'UE PROJETÉ À PAYS ACP, 2000-2005.

2.24 La mise en œuvre

Certains aspects de l'Accord, particulièrement les directives des secteurs sont détaillés dans un 'Compendium' ou les procédures pour la mise en œuvre d'aide financière. Cela fera mis à jour annuellement selon les exigences se développant de coopération et adopté par le Conseil de Ministres d'ACP-CE. Aussi, un système de programmation roulant accompagnée par la revue régulier permettra à la stratégie d'appui d'être continuellement adapté comme la situation dans le pays ou la région se développe, garantissant ainsi la flexibilité. L'assignation de ressources sera basée sur une évaluation de la performance de politique et des besoins.

2.241 Les critères besoins. Les critères de besoins incluent cinq facteurs de développement économiques et sociaux comme suit :

- Revenu par habitant
- Population
- Index de développement humain (IDH)
- Niveau d'endettement

- Dépendance à recettes d'exportation.

2.242 Performance. Ce sera évalué sur la base d'un certain nombre de facteurs négociés entre l'ACP et l'UE et sera utilisé pour une évaluation partagée :

- a) Progrès dans l'exécution de réformes institutionnelles
- b) Performance de pays dans l'utilisation de ressources
- c) Mise en œuvre efficace d'opérations actuelles
- d) Allègement de pauvreté ou réduction
- e) Mesures de développement durables
- f) Performance de secteur macro-économique.

2.3 Bilan de Cotonou

L'Accord Cotonou est dans sa 2^{ème} année d'existence depuis qu'il a été signé en juin 2000. Il sera nécessaire de faire une évaluation brève des innovations qui sont venues avec cela, les succès et les inconvénients jusqu'ici, contre les échecs des régimes Lomé. Cela nous permettrait le projet dans des futures et ferait ensuite des recommandations pour des options possibles dans des relations euro-africaines basées sur les acquis du modèle Cotonou. Les accomplissements et les défauts de l'Accord Cotonou peuvent être le mieux appréciés quand mettre contre le paysage économique présent de mondialisation de commerce du monde et la réorientation des intérêts de relation externes de l'UE. Dans le climat pessimiste qui a assombri de premières discussions après les révélations du Cahier Vert, des doutes ont été exprimées, particulièrement dans la communauté européenne, sur l'avenir de relations d'ACP-UE.

Les questions ont surgi quant à si l'ACP, qui n'est ni groupe politique, ni entité économique, resterait un associé approprié pour l'UE¹². En outre, la convenance de préférences commerciales non-réciproques combinées avec l'aide économique à la fois quand le commerce libéral et l'investissement direct étranger sont des clefs pour la croissance économique et la développement est sous l'examen sérieux. Ainsi, marqué par l'influence des interprétations de paysage économique changé et le flux dans la politique de relations externe de l'UE (après le deuxième pilier de Maastricht et l'élaboration selon le Traité d'Amsterdam) Cotonou ont été négociés et signé. L'UE avec sa capacité plus grande et ressources succédées de l'incorporation de beaucoup de changements cela avait recherché. Par compte, l'Accord Cotonou diffère des politique Lomé précédente dans plusieurs respects :

¹² "Le Cahier Vert sur les relations entre l'UE et les états d'ACP à la veille du 21e siècle : Défis et Options pour une nouvelle association"

- a) Accent changé à réduction de pauvreté et extermination éventuelle par développement économique durable et intégration graduelle des États d'ACP dans l'économie du monde.
- b) C'est plus flexible, laissant pour le développement de textes complémentaires qui définissent plus loin des questions touchant à la politique spécifique, des stratégies et la mise en œuvre par un Compendium des textes de référence qui peuvent être révisés annuellement par le Conseil de Ministres d'ACP-UE.
- c) Bien que le principe d'association ait été répercuté dans plusieurs parties de l'Accord Cotonou, dans la pratique réelle le désir de l'UE prévaudra toujours . Les États d'ACP ont cependant la responsabilité de définir leurs PIN.
- d) La participation des acteurs non-étatiques dans le processus de mise en œuvre.
- e) L'identification que l'intégration régionale d'ACP est une clef à l'intégration éventuelle dans l'économie du monde.
- f) Introduction de la facilité d'investissement et le rôle de la BEI à cet égard.
- g) Assignation de ressource désormais basée sur deux critères ; de besoin et performance.
- h) Remplacement de STABEX et SYSMIN avec un système pour appui pour fluctuations à court terme dans revenu d'exportation.

Dans les 2 années de l'Accord Cotonou, un certain nombre d'accomplissements ont été enregistrés dans le contexte de son jeu de buts vers les états d'ACP. Le progrès principal a été fait dans les secteurs suivants :

- ❑ Renforcement d'institutions politiques et promotion de bonne direction,
- ❑ Intégration régionale,
- ❑ La réduction des impacts négatifs de globalisation sur ACP expose et l'intégration d'eux dans l'OMC avec des conditions plus favorables.

2.31 Renforcement d'institutions politiques et promotions de la démocratie

Quoique les efforts faits ne puissent pas jusqu'ici à cet égard être aisément appréciés sur la surface, le partenariat d'ACP-UE a été capable d'impliquer sa machinerie dans la promotion de pratiques démocratiques et le renforcement de supporter des institutions politiques dans des états d'ACP. L'Assemblée Joint d'ACP-UE du régime Lomé qui a été rebaptisé l'Assemblée Parlementaire Joints (APJ) et révisé complètement. Le APJ tient des

13 L'Accord Cotonou a défini des acteurs non gouvernementaux pour inclure le secteur privé, des associés économiques et sociaux et des syndicats.

14 Ce changement de nom a été destiné pour souligner la nature parlementaire du corps.

sessions régulières pendant lesquelles des événements politiques dans des états d'ACP sont passés en revue. Cela a mené à la sanction des pays ACP qui violent des principes démocratiques (comme le Zimbabwe de Mugabe, 2002)..

2.32 Intégration régionale

L'UE a fait l'intégration régionale des régions composantes ACP diverses une priorité principale dans sa politique de relations externe dans la structure d'ACP-UE depuis la signature de l'Accord Cotonou. C'est conformément à la conviction de l'UE que l'intégration éventuelle du tout le bloc ACP dans des engagements multilatéraux commencera par l'intégration de niveau régionale de pays ACP où toujours possible. En conséquence, l'UE a commencé à plusieurs pourparlers bilatérales avec des groupes ACP dans les 2 dernières années vers l'accomplissement de ce but. En Afrique subsaharien, des pourparlers bilatérales ont été tenues avec et la CEDEAO, SADC et EAC. De plus, aux pourparlers de niveau continentales entre l'UE et l'OUA, destiné à la stimulation de liens ont battu son plein depuis le commencement du Plan d'Action de Caire au Sommet d'Afrique - Europe tenu à Caire en avril 2000.

2.33 Mondialisation et les états d'ACP

Sans aucun doute, le succès le plus significatif du rapport Cotonou dans des temps récents a été le rôle de l'UE dans amélioration les effets négatifs de globalisation en les pays et sous-développées (incluant les états ACP). Une des raisons principales pour échec de l'OMC Conférence à Seattle était parce que l'Accord Marrakech de 1994 qui était le signe avant-coureur de Seattle a laissé beaucoup de pays en voie de développement et les pauvres économies marginalisées et vulnérables dans sa disposition. Depuis le fiasco à Seattle, l'UE a mobilisé l'appui pour la façon de faire le démarche de globalisation pour bénéficier le pauvre aussi. Claire Short (le Secrétaire de Développement International du ROYAUME-UNI) et Paschal Lamy (le Commissaire du Commerce de l'UE) était d'accord que pour la globalisation de bénéficier la majorité de la population du monde, il doit avoir ' un visage humain '. Uwe Holtz a noté que l'UE est sous la pression, non seulement de réaliser l'objectif d'Amsterdam, mais aussi maintenir le principe de relations commerciales spécifiques avec le bloc ACP. Par conséquent, l'UE a réussi de régler à la Conférence de Doha, la capitale Qatarian où la plupart du Marrakech conditionne défavorable aux pays en voie de développement. Des six sujets principaux du Doha, quatre ont été consacré des questions touchant aux économies en voie de développement :

15 HOLTZ Uwe, "Association pendant le 21e siècle : une Évaluation Préliminaire de l'Accord d'UE-ACP", Développement D+C et Coopération, n ° 2, mars 2000, p. 10.

- ✓ La primauté de santé publique ci-dessus négocie des droits exclusifs d'exploitation liés,
- ✓ Le besoin d'équilibrer les accords de l'Uruguay en faveur des pays en voie de développement,
- ✓ Protection de l'environnement dans les accords commerciaux,
- ✓ Règles en anti-dumping et subventions non-agricoles et leurs effets sur pays en voie de développement.

Donc, l'UE était capable de négocier et obtenir deux renonciations (jusqu'à 2007) sur des préférences commerciales et sur des importations de banane dans ses relations commerciales avec les états d'ACP. En outre, pour consolider les bénéfices d'ACP-UE à Doha, l'UE a financé un bureau pour une délégation permanente ACP à Genève, le siège de l'OMC. Il a déjà été ouvert et permettra aux pays ACP de renforcer leur présence dans l'OMC.

2.34 Inconvénients à la mise en œuvre d'Accord Cotonou

Les succès de l'association d'ACP-UE, basée sur la politique Cotonou, énumérée ci-dessus ne vont pas indiquer que cela a tout été bien fait pour le partenariat. Quatre secteurs principaux restent problématiques dans la mise en œuvre du processus de Cotonou; l'interprétation des certains aspects de l'Accord par les parties, le processus de ratification, le processus d'intégration régional menant aux secteurs de libre-échange régionaux (RFTA), le niveau de coopération financière et des instruments en termes réels.

2.341 Les interprétations différentes des certains aspects de l'Accord.

Désaccords sur du principe de 'bonne direction' a été un problème majeur entre les parties depuis la signature le nouvel accord. Pendant des années, les parlements nationaux des états membres de l'UE et le public ne souscrivent pas aussi à l'idée d'aide de développement officielle, utilisant l'argent publiques, tenir des gouvernements non démocratiques. Le consensus sur 'la bonne direction' comme interprété par le Secrétariat ACP consiste en ce que les préoccupations politiques plus larges de l'UE ne mènent pas aux caractères conventionnels ingérables imposés aux états d'ACP. De nouveau, sur l'abolition de STABEX et des instruments SYSMIN, les nouveaux critères pour l'assignation pour

¹⁶ La Conférence a reconnu que les VOYAGES devraient être renoncés dans l'intérêt de santé publique, particulièrement comme il concerne la vie sauvant (économisant) des drogues (médicaments) (pour le SIDA en Afrique du Sud et la pneumonie au Kenya).

¹⁷ Bonne direction; dans le contexte d'un environnement politique et institutionnel qui soutient des droits de l'homme, des principes démocratiques et la loi de règle (d'autorité), comme la gestion transparente et responsable de ressources publiques pour les buts de développement équitable et durable.

l'appui sous le nouveau système semblent être plus complexes et opaques que sous les systèmes précédents.

2.342 Processus de ratification. L'Accord Cotonou exige la ratification par tous les quinze membres de la Communauté européenne et 2/3 des États d'ACP (étant 51 de 76 pays) avant qu'il ne puisse entrer en vigueur. Cependant, comme à avril 2002, seulement 10 des 15 pays d'UE devaient encore ratifier l'Accord, tandis que 9 états d'ACP sont toujours exigés pour faire les 51 du groupe ACP. Ainsi, la non-ratification de l'Accord conformément à son Article 93.2 peut mettre le processus entier en danger.

2.343 Intégration régionale et la zones de libre échange régionales. Le principe majeur de coopération commerciale est cette coopération dans ce secteur construira les initiatives d'intégration régionales d'états ACP. L'Accord déclare que l'intégration régionale est un instrument clef pour l'intégration d'états ACP dans l'économie du monde. Cela présuppose le démantèlement de toutes les dispositions commerciales préférentielles non-réciproques en faveur du libre-échange des accords régionaux basés avec la CE. En conséquence, les parties ont consenti avec une période préparatoire de 8 ans avant le déplacement à une nouvelle OMC des dispositions commerciales compatibles basées sur le libre-échange. Cependant, les niveaux d'intégration régionale et les capacités institutionnelles qui existent à présent dans la plupart des sous-régions ACP ne suggèrent pas que ces régions soient capables de s'engager dans le libre-échange avec la CE avant 2008. Le SADC qui est une des organisations régionales africaines plus avancées impliquées dans l'intégration, va seulement probablement achever son programme d'intégration régional entre 2010 et 2012. De nouveau, le groupe ACP craint que des accords séparés avec des groupes régionaux par l'UE puissent terminer d'affaiblir l'unité et la solidarité du groupe ACP dans la structure géographique actuelle.

2.344 Niveau de terme réel allocations financières et instrument. La somme totale de l'aide financière de l'UE aux états d'ACP est environ 15 milliards d'Euros pendant les cinq premiers ans. Tandis que cette chiffre montre une augmentation appréciable sur des précédents, la valeur de terme réelle nette n'a pas augmenté comme l'UE semble ne pas avoir fait des dispositions adéquates pour l'inflation, la chute dans la valeur de l'Euro contre d'autres devises (comme le dollar) et les perspectives de plus de pays joignant l'ACP (l'Est Timor et Cuba).

18 KEET Point, "les Implications MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT Réciproque avec l'UE par rapport à Intégration Régionale et Développement en Afrique du Sud", Présentation Spéciale, 1999. P 3.

PARTIE TROIS

L'AVENIR : DÉFIS ET DES PERSPECTIVES.

L'Afrique a besoin d'une main d'aide, mais il doit s'aider d'abord.

- Michel ROCARD

L'Afrique compte sur lui; et sur l'Europe aussi.

- Henri KONAN BEDIE

3.1 Défis à Relations euro-africaines Futures.

Hugo Sada a correctement noté que malgré l'importance d'autrefois et l'intensité de relations entre l'Europe et l'Afrique et malgré toutes les nombreuses ambitions euro-africaines montrées depuis les années soixante-dix, c'était seulement l'année 2000 que le premier Sommet d'Afrique-Europe pourrait tenir.¹ C'était à Caire le 3 et 4 avril 2000. Il a été suivi(servi) par plus de 35 Chefs(Têtes) d'États et 20 Premiers ministres des Etats membres d'OUA (incluant le Roi Mohammed VI du Maroc, représentant le seul pays africain qui n'est pas un membre du corps continental). Cela montre le paradoxe dans des relations euro-africaines et par l'extension, des relations entre l'UE et l'Afrique subsaharien. Au cours des années, le rapport le plus profond et le plus réaliste entre l'UE et les nations africaines subsaharien a été exprimé dans l'Association d'ACP-UE déjà discutée dans la partie 2. Ainsi, la signature de l'Accord Cotonou, même donne quand même une certaine lueur d'espoir que cette seule fenêtre disponible restera ouverte dans l'avenir au moins jusqu'à l'année 2020 où l'Entente expirera. Pour Dominique David, le Traité de Maastricht, qui a conservé la politique(police) de coopération de développement comme un des éléments du CFSP naturellement smoothed la voie pour la dimension politique de l'Accord Cotonou. Cela la plupart être désigné, au moment actuel, que le destin de relations euro-africaines futures dépend(pivote) en grande partie dans un nombre des facteurs interwooven qui se présentent comme des défis aux relations d'UE futures avec l'Afrique subsaharien dans le contexte de la construction européenne actuelle, comme :

- Les niveaux fracturés de développement et manque de climat d'investissement dans SSA,
- Bâillement de trou(vide) entre les structures institutionnelles dans les deux régions, à niveaux tant nationaux que supranationaux,
- L'expansion de l'UE vers l'Est et plus se concentre sur l'axe Euro-Med,

¹⁹ SADA Hugo, "Les Nouveaux Accorde l'Union Européenne - la Paie la Zone de la Afrique – Caraïbes – Pacifique", Défense Nationale, n ° 6, juin 2000, p.187.

²⁰ DAVID Dominique, "40 Ans de l'Europe - ACP Rapport", le Courrier d'ACP-UE, septembre 2000, p.11.

La diminution du donateur(donneur) d'UE soutient pour des nations SSA,

- 'Néo-nationalisme' naissant(émergent) dans les pays d'UE,
- Pratiques 'pointues' par sociétés multinationales européennes fonctionnant dans SSA et

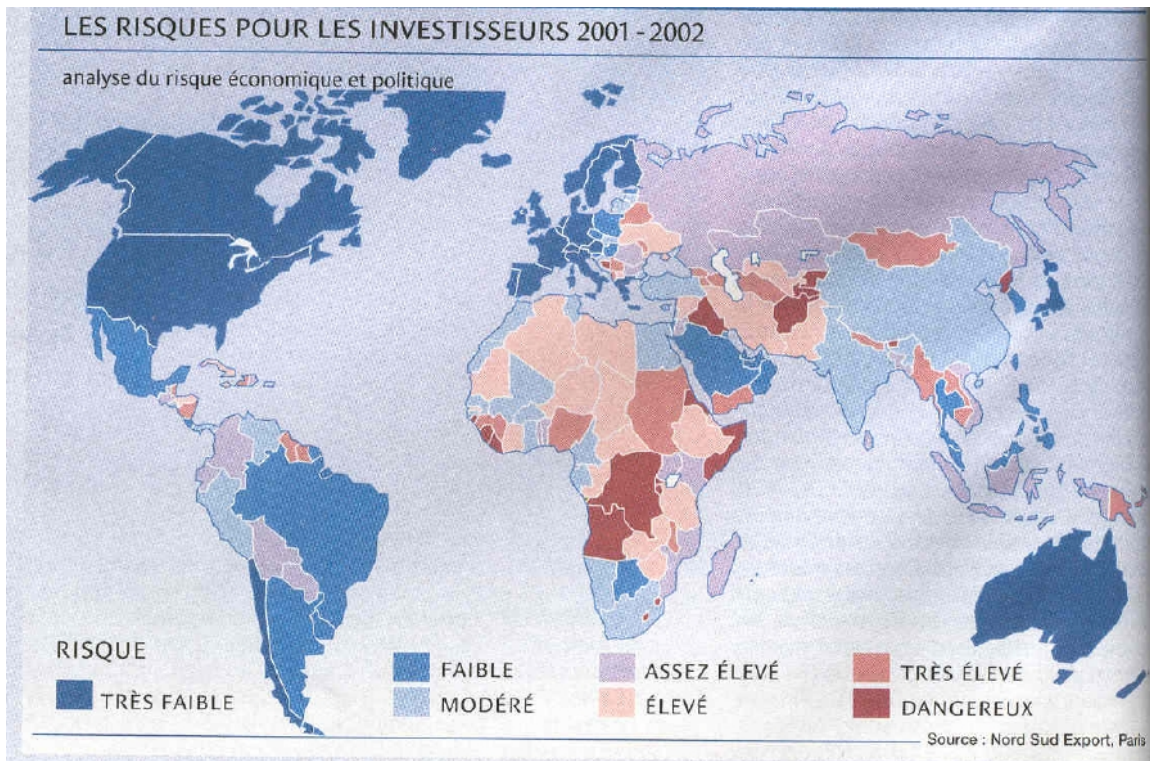
Non-'Europeanisation continu ' de SSA par anciens pouvoirs coloniaux.

1 3.11 Les Niveaux Fracturés de Développement et Manque de Climat D'investissement en Afrique Sub-Saharan. L'obstacle le plus grand faisant face à n'importe quelles relations futures entre les deux régions se trouve dans les niveaux de développement très biaisés de l'UE et les états de SSA. En partie un, le manque de points communs pour le rapport entre les deux a été discuté largement. Philippe MOREAU-DEFRAGE a évoqué trois conditions nécessaires pour le rapport couronné de succès entre une zone développée (comme l'UE) et celui qui est sous-développé ou se développé (comme SSA) :

- ❑ Commerce non restrictif entre les deux zones (par exemple. Les ETATS-UNIS/MEXIQUE),
- ❑ Flux d'investissement de la zone développée à la zone se développant,
- ❑ Migration de la zone se développant à la zone développée.

Il est tout à fait évident que non même une de ces conditions existe actuellement entre l'UE et SSA. Le volume de commerce entre les deux régions n'est rien pour écrire à la maison (de même avec les préférences commerciales de régimes Lomé précédents). En outre, le climat présent d'investissement dans SSA ne semble pas sain et assez encourageant pour attirer des investisseurs sérieux de la Communauté européenne (Figure VII). Un pays ou une région peuvent seulement attirer l'investissement étranger s'il a un Etat stable et doit considérablement garantir la sécurité de vies et la propriété. SSA d'aujourd'hui ne peut pas malheureusement garantir tous les deux.

21 Notes de Conférence sur la Construction européenne : ' aspects Institutionnels et Politique Commune, mars 2002



SOURCE : EXPORTATION DU SUD DU NORD, PARIS

FIGURE(CHIFFRE) VII : RISQUES POUR INVESTISSEURS, 2001-2002

3.12 Trou(Vide) Baïllant entre les Structures Institutionnelles dans les Deux Régions. Un autre défi principal aux relations d'UE futures avec le SSA est le manque de cohérence et l'homogénéité dans le SSA. Chacune des 15 nations qui constituent l'UE a une histoire éternelle d'institutions politiques fonctionnelles basées sur les principes de démocratie. De plus, le Traité de Maastricht a donné à l'UE le statut d'une nation en tant qu'Etat quasi, avec des structures institutionnelles : Conseil, Commission, le Parlement, Banque centrale, Palais de justice, Cour d'Auditeurs(de Vérificateurs), etc.

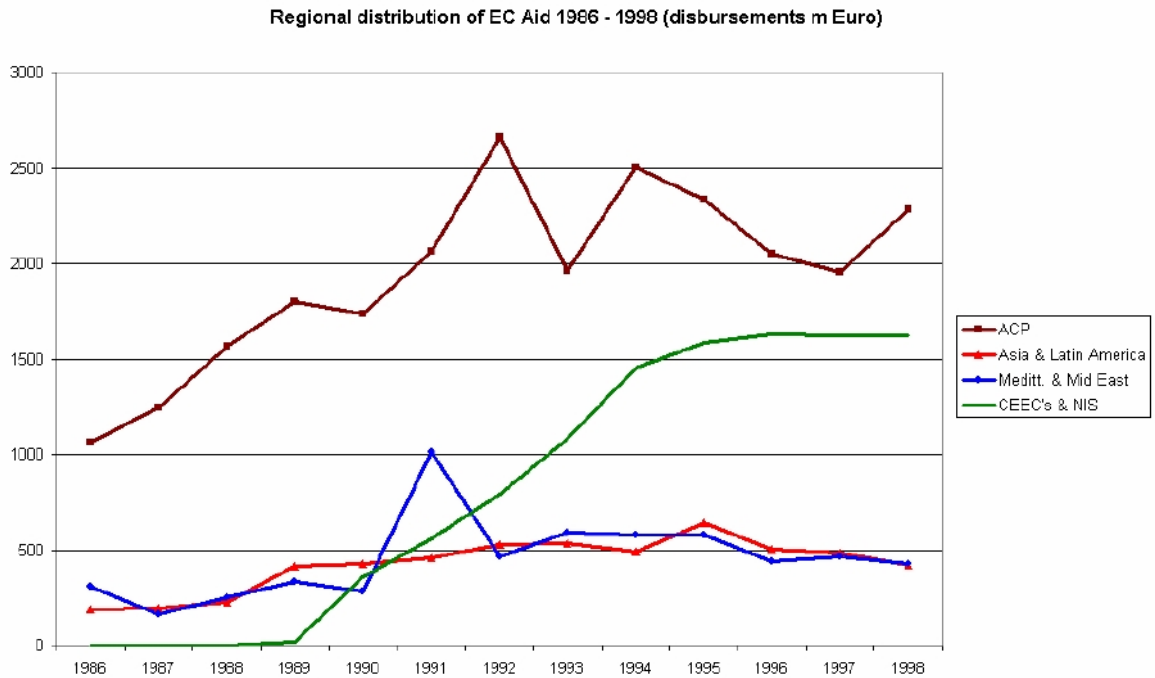
1 Ainsi, ceux des institutions politiques supranationales manipulent les questions(publications) d'intérêt commun pour la Communauté. Au contraire, le SSA n'a aucune structure politique commune d'autre que l'apparition les corps régionaux et continentaux qui doivent encore être efficaces.

3.13 L'Expansion de l'UE vers l'Est et plus Se concentre sur l'Axe Euro-Med. Les événements dans le monde entier depuis de dernières années quatre-vingts l'ont fait évident que l'obligation(le lien) historique enracinée et la solidarité qui a existé quand la politique(police) Yaoundé a pris

racine étaient rapides loin. SKB Asante a noté que le raisonnement initial qui a souligné le rapport d'UE d'Afrique est maintenant à peine perceptible et que le centre géopolitique de l'Europe sur l'Afrique qui n'a persisté même dans les premières années quatre-vingts commande plus n'importe quelle allégeance.¹ Depuis la chute du Mur de Berlin et la cession de l'Union soviétique, les priorités de l'UE ont changé. L'Europe de l'Est est de plus en plus devenue importante, tant économiquement que stratégiquement. De plus en plus d'allocations d'UE sont alloué(réparti) dans cette direction. Avant 1990, l'UE n'avait aucun programme de coopération de développement dans l'Europe centrale et Europe de l'Est, mais entre 1990 et 1994, des programmes de coopération de développement financés d'UE représentés plus de 6 milliards de €(voir la figure(le chiffre) VIII). En effet, en amorçant(introduisant) le Processus de Barcelone en 1995, l'UE a adopté une approche intégrée dans ses stratégies vers l'Europe de l'Est, le Balkans, la Méditerranée et les pays Maghreb. Économique et des soucis(entreprises) de sécurité avec les voisins immédiats de l'UE soutiennent ce développement, mais réduit sans aucun doute la signification que l'on a accordée à SSA. Peu d'étonnement alors que le Professeur Pinheiro a fait des remarques avec réalisme, après sa nomination comme le Commissaire d'UE pour des Relations avec des États d'ACP, que les pays ACP ne sont plus "à la mode".

22 ASANTE S.K.B, "l'UE-ACP, Lomé Convention : Espérances, réalité et les Défis du 21e siècle", Compréhension(Idée), vol. 26, n ° 4, 1996, p. 389.

23 KARL Kenneth, op. cit, p. 67.



SOURCE : EUROPE

FIGURE(CHIFFRE) VIII : DISTRIBUTION de SIDA d'UE PAR RÉGIONS 1985 1998

1 3.14 Appui de Donateur(Donneur) d'UE Déclinant pour Nations SSA. Pendant les 15 dernières années, l'appui de donateur(donneur) international pour des pays en voie de développement et sous-développés a progressivement décliné, tombant de 0.33 % du produit national brut des donateurs(donneurs) en 1988 à moins de 0.2 % en 2000. Dans les pays d'UE, cela a été apparemment à cause de l'augmentation de la réaction publique aux allocations de coopération, quelques contribuables européens voyant la corruption comme endémique dans la plupart des nations SSA et rendant donc visite(s'adressant donc) des gouvernements là nationaux pour l'utilisation mieux et plus efficace de fonds publics. Par conséquent, la partie d'aide étrangère à SSA qui s'est élevé à 65 % de la disposition(fourniture) de l'UE totale en 1985 a laissé tomber d'abord à 42 % 1990 et ensuite moins de 33 % en 1995. Un journaliste français a récemment écrit cette aide de développement officielle (à SSA) ressemble à l'argent de prise du pauvre en pays riches pour donner aux riches dans de pauvres pays. On ne peut pas en voir de toute façon si le fait qu'un certain passé et présent SSA des leaders est parmi le du monde le plus riche tandis que la majorité de leurs concitoyens(campagnards) vit dans des pauvres conditions pitoyables. Un exemple très simple : dernier Sani de Nigeria Abacha a laissé(quitté) une fortune de plus de 3 milliards d'USD au temps il est mort en 1998 (la figure(le chiffre)

24 "Offensive contre convention la de Lomé", Monde Diplomatique, avril 1995.

officiellement reconnue). C'est environ 20 % de la 9ème disposition(fourniture) EDF totale pour le premier protocole financier de l'Accord Cotonou, 2000 à 2005!

13.15 "Néo-nationalisme" Naissant(Émergent) en Europe. La tendance d'appui de donateur(donneur) d'UE diminuant pour SSA a été composée par une nouvelle vague de ce qu'on peut appeler "le néo-nationalisme" s'étendant à travers la plupart des pays d'UE. Dans les 10 ans passés, depuis la chute(l'automne) le Mur de Berlin, les activités des néo-Nazis ou ' les chefs(têtes) de peau a été plus prononcé en Allemagne, bien que pas à un point de menacer le statu quo. En Autriche aussi, la Partie(le Parti) de Liberté d'extrême droite de J ö Rg Haider Le dédain international gagné quand il a gagné assez de votes pour entrer dans la coalition de direction en 2000. Seulement récemment dans les Pays-Bas 2002 élections législatives, Pim nouvellement formé Fortuyn la Liste (une partie(un parti) de populiste d'extrême droite) abasourdi à travers des pandits en gagnant 26 d'un total de 150 places(sièges), venant la seconde après le centre - des Démocrates Chrétiens justes, même après que son fondateur et leader ont été assassinés quelques jours aux élections. Cette exécution(performance) a gagné la partie(le parti) une place dans le gouvernement de coalition suivant. Le souci(l'entreprise) principal, cependant, a été l'avril/pouvoir 2002 récent des élections présidentielles en France où la partie(le parti) d'extrême droite (le Front Nationale) de Jean-Marie Pen capturé environ 18 % des votes tant dans les premiers que deuxièmes rounds.

1 Bien que beaucoup de gens en France et dans le monde entier solidairement décrit cela comme choquant, étonnant et même honteux, il aille montrer que près de 20 % de français votant des adultes deviennent de plus en plus conscient de leur 'français', en haut de moins de 3 % dans il y a 20 ans. Bien que, on ne s'attende pas à Stylo (ou n'importe lequel de ses membres de partie(parti)) pour occuper le Palais Elysée dans le proche avenir, le Gouvernement sera maintenant beaucoup plus prudent dans sa politique assurant que d'abord de tout l'intérêt français garanti en juste proportion avant la restriction d'autres gens. McGUIRE. a noté que Len Pen avait construit sur les décennies de mauvaise politique par des politiciens français, gagnant le point d'appui par le point de chiffres simples dans les premières années quatre-vingts à 15 % des voix en 1995 et presque 18 % en 2000 – assez au bord du Premier Ministre socialiste Lionel Jospin. En outre, le fait que plus de personnes ont voté pour les deux candidats d'extrême droite (Stylo et Bruno

25 J ö Rg Haider a depuis laissé(quitté) tant sa partie(parti) que le gouvernement, même alors, le point a été fait.

26 McGUIRE Stryker et d'autres., "l'Europe Tourne à droite le Facteur de Crainte de :The", Newsweek, le 6 mai 2002, p.20.

MEGRET) que Chirac aux premières expositions rondes une xénophobie d'extrême droite qui n'est plus timide d'expression lui-même dans la politique française dans la ligne du courant dominant. Il est maintenant clair que la France n'est plus tout à fait le porte-étendard de l'Européen laissé(quitté) qu'il a été pendant des années, le bastion de la torche de liberté, le berceau d'égalité d'entre tout et la fraternité à tout.

1Ce développement présage le danger pour des relations d'UE futures avec SSA. La France a eu des relations spéciales avec SSA et l'initiateur unique de la politique(police) d'ACP-UE (par l'AAMS), elle partait toujours une longueur supplémentaire assurer que l'UE continue son appui pour la politique(police). Par exemple, en 1995 où le Tory au ROYAUME-UNI (et une certaine autre CE des gouvernements nationaux) coupent résolument leurs contributions financières aux engagements Lomé, la France a dû augmenter sa contribution propre pour tenir l'association à flot.¹ Si la tendance néo-nationaliste continue, SSA des stands(positions) pour être un accident principal. 3.16

Les Activités de Multinationales européennes dans SSA. En parlant à une Transparence le forum (TI) International récemment, Le Président Vice-TI, Frank Vogl, a noté que la corruption par des sociétés multinationales constitue la méthode principale par laquelle les gouvernements corrompus de pays en voie de développement volent de leurs gens propres. Il l'a juré TI publiera ' l'Index de Payeurs de Dessous de table ' au début de 2002 pour "briller le projecteur sur la propension de sociétés occidentales pour utiliser des dessous de table dans les économies de marché émergeant du Tiers-Monde". Dans SSA, la plupart des leaders et représentants gouvernementaux utilisent des sociétés multinationales européennes (particulièrement de l'Allemagne, l'Italie et la France) pour siphonner Des fonds publics aux banques étrangères en Europe et l'Amérique du Nord. La plupart des contrats publics impliquant ces sociétés multinationales ne passent pas l'offre internationalement acceptée et contractent des procédures de gestion. Dans la plupart des cas(affaires), des sociétés individuelles sont simplement invitées et projettent des dépenses ' négocié entre eux et les initiateurs de tels projets. En Nigeria par exemple, pratiquement tous les contrats publics dans le nouveau capital(capitale) fédéral (Abuja) sont le monopole d'une société allemande - Julius Berger (Taille) Ltd. Au commencement de la nouvelle administration municipale d'Olusegun Obasanjo, la politique(police) d'offre compétitive ouverte pour tous les contrats publics a été présentée comme la partie de la campagne d'anti-corruption en Nigeria. Cependant, on a seulement récemment attribué la même société allemande au nouveau contrat de Stade Abuja 60-seater sur un ' négocié ' la base

27 MOURDIAN Anne-Marie, "la Convention Lomé sous Menace : Divisions en Europe sur Relations avec le Sud", Monde Diplomatique, juin 1998.

tendre, niant la nouvelle politique(police) d'anti-corruption. Peu d'étonnement alors que le complexe de stade coûtera aux gens nigériens plus de 120 millions d'USD, plus deux fois le coût de Stade de la France. C'est par l'argent blanchissant les activités de ces multinationales et leurs banques d'associé que SSA des leaders sont capable de cacher loin autant de leur argent de peuples qu'ils veulent aux banques occidentales. Autrement, comment peut autrement on expliquer le pillage de dollar de 3 milliards de \$ officiellement reconnu d'Abacha dans des banques européennes et occidentales accumulées entre 1993 et 1998! L'histoire Abacha (comme ceux d'Idi Amin, la Cloche de Jean Bokassa, Mobutu Sese-Seko) est venue pour allumer(éclairer) à cause de la voie les circonstances de sa cession et sortie du pouvoir(de la puissance).

Il y a plusieurs autres 'Abachas' dans SSA - le passé et présent. Ainsi, si Peter Eigen TI va en avant publier son Index de Payeurs de Dessous de table, pays et des sociétés qu'il est très familier avec pourrait faire les positions supérieures.

1 3.17 Non-Europeanisation Continu d'Affaires SSA par Anciens Pouvoirs Coloniaux. Le modelant d'une politique(police) d'UE commune de SSA, de sur lequel ses relations futures avec la région seront basées, est parfois gêné par les spécialités qui ont existé entre les nations SSA et leurs anciens maîtres coloniaux. La France par exemple maintient(entretient) toujours des pactes de défense avec 22 de ses anciennes colonies dans SSA et en haut jusqu'à 1995 subventionné les Francs CFA qui ont été alors liés au FRF. Le ROYAUME-UNI maintient(entretient) de sa part des liens culturels et économiques forts avec ses anciennes colonies propres (particulièrement l'Afrique du Sud, la Nigeria et Ghana). Actuellement, le projet d'Ambassade Commun pour les Etats membres d'UE dans le nouveau capital(capitale) de la Nigeria est en danger parce que le ROYAUME-UNI a baissé de participer à l'arrangement, préférant maintenir(entretenir) son Haut Commissariat séparé propre. Stéphane Smith a noté que Londres n'est dans aucune hâte pour jeter par-dessus bord son près de liens de 100 années avec ce pays de plus de 120 millions de personnes. L'Ambassadeur français en Nigeria, Jean-Marc SIMON, a récemment demandé au Quai d'Orsay de reconsidérer le projet européen, bien que l'Allemagne, la Belgique, le Portugal et la Grèce s'accrochent avec ténacité l'à cela. De plus en plus, d'autres nations de l'UE qui n'a pas de tels intérêts(pieux) dans SSA, particulièrement l'Allemagne, veulent SSA des affaires liées 'Ont complètement européenisé'.

28 Stade ultra-moderne de la France a été achevé en 1998 aux dépens de 53 millions de € même avec son état de la construction d'arts et l'environnement de coût de construction plus haut.

29 Président de TI et un allemand national.

3.2 Les perspectives de Relations euro-africaines

L'avenir de relations euro-africaines peut être vu largement de trois points de vue. Premièrement, il est très facile de conclure que des relations futures entre les deux régions sont inexistantes, souvenant de tout ce qui a été dit dans les sections précédentes. La seconde est l'approche euphorique; les grands rêveurs, ' les Syndiqués africains, etc, etc qui croit que la solution du mensonge de problèmes africain SS dans la conversation de numéro(nombre) des conférences semblables au magasin et des leaders d'africain de sommets sont capables de se tenir mensuellement. Il y a encore le point de vue realistic/pragmatist qui présuppose que l'installation géopolitique globale(mondiale) d'aujourd'hui des feuilles(congés) les gens de SSA aucun choix que prendre leur destin dans leurs mains et s'attend à moins de solutions externes de leurs problèmes internes. L'Afrique, au sud du Sahara doit d'abord se guérir ses maux avant qu'il ne puisse forger des relations mutuellement avantageuses l'UE et le reste du monde. Ce groupe est où je souscris à, mais il entraîne un certain nombre d'engagements tant de la part de SSA que de la part de l'UE, individuellement et collectivement. Certains de ces engagements seront discutés au-dessous du départ avec à part de SSA.

3.21 Engagements de SSA. La volonté et le rôle des gens de SSA dans la décision le plus des problèmes inhérents à la région, qu'interdit des relations futures avec l'UE, le plus important dans n'importe quelles perspectives pour de telles relations. Les leaders de pays SSA doivent dans eux instituer les réformes d'une grande portée qui aborderont les problèmes divers plauging la région aujourd'hui, qui a solidairement et collectivement désignera SSA comme le plus sous-développé, le plus pauvre, le plus enclin crise, le plus mal le dirigé, etc, etc la région du monde aujourd'hui.

3.211 Réformes Politiques/Institutionnelles. A u x n i v e a u x politiques/institutionnels, SSA des pays doit modeler des formes réalisables de direction qui sont non seulement acceptables pour les normes démocratiques internationales, mais aussi acceptables pour et le représentant des vœux et des intérêts de la majorité de leur population. La démocratie est bonne, mais il ne doit pas individualisé ou personnalisé comme est la pratique présente dans la plupart des parties de SSA. Devrait là exister la direction(le leadership) politique selon le consensus des pièces détachées des états de SSA. Aussi, SSA des leaders politiques doit apprendre à voir la politique comme le service aux gens et pas l'autre voie autour. Cette voie, la discipline sera instillée dans les corps

30 FORGERON Stéphane, "Ci-git fantomatique la ambassade commun des Quinze à Abuja, la Nigeria", Monde, 17 2002 janvier, p.1.

politiques de nations SSA et la tendance d'est assise - des leaders serrés et des membres du comité directeur politiques seront réduits. Troisièmement, leurs gouvernements nationaux divers doivent être orientés de gens; sensible aux languissements et aux aspirations des masses qui les votent dans le pouvoir (la puissance). Cela pourrait être réalisé par, parmi d'autres :

- ü L'allègement de pauvreté programme aux niveaux d'habitat primaires,
- ü Engagement dans dépense publique productive,
- ü Amélioration générale de qualité de la vie par disposition (fourniture) d'agréments de base et équipements de santé,
- ü Amélioration de niveaux d'alphabétisation,
- ü Disposition (fourniture) d'emploi massif,
- ü Combattant de corruption à tous les niveaux avec énergie et sincérité.

De cette manière, l'énerverment parmi la plupart des populations SSA que la tension de pains et l'instabilité réduiront.

3.212 Réorganisation de la Sécurité Militaire et Interne. SSA des gouvernements doit être prêt à professionise leur armée (militaires) et adresser des problèmes de sécurité internes pour mettre à jour la confiance d'investissements d'UE dans la région. Actuellement quand la défense globale (mondiale) et des soucis (entreprises) de sécurité se concentrent plus sur la sécurité territoriale et la prévention de crise, SSA devrait profiter des expériences des pays développés et façonner leur armée (militaires) aux forces armées plus petites mais efficaces, convertissant la plus grande partie de leurs militaires présents au modèle des EU de force de garde domestique ou au système de gendarme français. Dans le temps de paix, cette force de type (de force plus ou moins remplaçante) exécute des fonctions de sécurité de police et internes, dans la période de crise qu'il met à niveau à la prévention de crise et des rôles de gestion, tandis que dans l'événement peu probable de pleine guerre soufflée, il fond (fusionne) avec eux des forces armées régulières pour défendre leurs nations.

3.213 Disposition (Fourniture) d'Infrastructure Entre états et À l'intérieur d'un même État. L'intégration régionale dans SSA peut seulement être possible si les moyens de base de communications entre les gens dans la région sont disponibles. Actuellement, leur est un manque de bon réseau de route entre les pays de SSA. Par exemple, pour un voyage de Dakar au Sénégal à Bamako au Mali, moins que 1000km à part, il faut utiliser le transport aérien (qui est disponible à principalement des représentants gouvernementaux et peu de personnes qui peuvent se le permettre) parce que là la route inutile se lie. De nouveau, entre Conakry en Guinée et Monrovia au Libéria (de 480km la distance), la seule

possibilité d'autre que l'itinéraire aérien est par la côte utilisant la forme la plus de base de transport maritime. Le transport par train est pratiquement limité à que les maîtres coloniaux laissés(quittés) derrière dans leurs anciennes colonies et pratiquement inexistant entre des pays. Ainsi dans SSA aujourd'hui (sauf peut-être l'Afrique du Sud), le transport par train qui est la forme la plus bon marché et la plus efficace de transit massif, n'est pas disponible. L'état de ponts dans SSA (avec ses nombreuses rivières non navigables) peut seulement être mis en évidence par la situation entre Brazzaville et Kinshasa; les deux capitaux(capitales) de deux Congos étant assis sur les banques opposées de la même rivière à presque le même point, cependant aucun pont utilisable simple entre les deux!

3.214 Renforcement du Rôle des Médias. Bien que la plupart des démocraties naissantes(émergentes) dans la pratique de SSA ' libèrent la presse, les conditions pauvres et peu sûres dans lesquelles les journalistes travaillent dans ces pays font la liberté de la Presse impossible et évidemment un cri lointain de ce qui obtient dans l'environnement démocratique occidental. Des journalistes de ce qui la plupart des temps doivent aligner sur les avis quiconque ils travaillent pour ou la source leur habitué et ' irrégulier ' la paie. Si l'environnement de permission pour la presse libre(gratuite) appropriée est créé, les médias peuvent alors exécuter, sans inhibition, sont le rôle comme ' le quatrième état(propriété) du royaume '.

3.22 Les Engagements de l'UE.

Les rôles de l'UE dans la résolution des problèmes de SSA devraient être vus des engagements de présent et futur d'Unions dans la région, aux niveaux bilatéraux ou multilatéraux. Certains de ces engagements ont été déjà discutés notamment(notablement) parmi lequel sont la politique(police) Cotonou et d'autres accords d'aide bilatéraux entre les Etats membres de l'UE et ceux de SSA. Malgré le fait on avait versé beaucoup d'allocations de développement dans SSA dans le passé, on peut à peine voir l'impact de ces paquets d'aide, confirmant ainsi les craintes levées de la gestion de ces allocations de développement aux niveaux nationaux SSA. Les raisons de cela ne peuvent pas être données trop d'importance. Ainsi, on recommandera l'approche suivante pour des allocations d'UE futures et d'autres engagements dans SSA.

3.221 Gestion Directe d'Allocations d'UE par l'UE ou ses Agents. Des allocations d'UE futures (et ceux d'Etats membres d'UE individuels) devraient être directement gérées par l'UE ou une installation d'agent d'UE pour ce but. Le modèle de l'USAID (qui effectue la plupart des projets d'aide de développement dans SSA directement, de la part des Etats-Unis) peut être adopté à cette fin. SSA des gouvernements nationaux peut toujours identifier des programmes spécifiques et des projets sous les

PINCEMENTS(GELS) divers avec des approbations pour ces projets passant à travers le CSS DE LA CE pour les états de SSA. De tels projets devraient l'accent cible et mis sur la disposition(fourniture) de réseau d'infrastructure principal (particulièrement des routes, des chemins de fer, des ponts) entre les Etats membres SSA. La disposition(fourniture) d'agrément de base et d'autres projets de niveau de communauté devrait être laissée(quittée) aux gouvernements SSA.

3.222 Aide dans Renforcement de Démocratie et Bonne Direction. L'UE devrait faire plus pour aider dans le renforcement d'institutions politiques et la bonne direction démocratique dans des états de SSA pour assurer que la démocratie n'est pas juste prêchée par des membres du comité directeur élus, mais pratiquée aussi . Dans le passé récent, l'UE a l'installation contrôlant des mécanismes dans un certain SSA, comme le Zimbabwe (des élections présidentielles 2002) et la Nigeria (la crise Sharia).

1 3.223 Appui pour Réformes Stratégiques et Professionalisation de l'Armée(des Militaires). L'UE devrait aussi soutenir la réforme de relations militaires civiles SSA et la perspective à long terme se concentrant sur la démocratie se consolidant plutôt que juste l'inciter. Deuxièmement, l'UE devrait intensifier l'éducation militaire internationale et des programmes de formation, en fournissant la formation suffisante et des occasions de recyclage pour des militaires de pays SSA dans des institutions d'armée(de militaires) de CE. En outre, la formation d'un Collège(une Université) de Défense panafricain dans deux ou trois états de SSA (avec une faculté(un corps enseignant) pour la démocratisation) devrait être encouragée et soutenue par l'UE. Finalement, SSA des états devrait faciliter par l'UE à se déplacer vers un système qui combine des forces armées permanentes petites mais efficaces et professionnelles avec la plus grande force interne et la formation d'un pacte de sécurité mutuel semblable à l'OTAN composé de démocraties SSA. Kent DONNE UN COUP DE CORNE et Steven METZ croit que cette sorte d'organisation pourrait jouer le rôle politique et symbolique principal dans la construction(le bâtiment) d'une communauté de démocraties africaines, en facilitant la minimisation de la masse d'armée(de militaires), l'aide du processus de personnel professionalisation et servant d'un mécanisme pour des fabricants de coup quaranting.

CONCLUSION

Les relations entre l'UE et SSA qui date près de six siècles ont progressivement diminué depuis les processus de décolonisation qui ont commencé après le Deuxième Monde. Par

31 Donne un coup de corne à K. H. et d'autres., "Armées et Démocratie en Nouvelle Afrique : Leçons de la Nigeria et l'Afrique du Sud", Édition d'Internet, Jan 1999, p.4.

l'Yaounde et la politique Lomé, les pouvoirs coloniaux européens ont essayé de maintenir(d'entretenir) un certain degré de privilège de bloc entre l'UE et ses anciennes colonies dans SSA, le caraïbe et les états du Pacifique. Aujourd'hui, l'Accord Cotonou qui a remplacé la politique précédente est sans aucun doute la seule fenêtre que réaliste soit partie pour l'avenir EU/SAA des relations. Cependant, des inconvénients divers limitent l'efficacité de cette association comme il concerne des liens supportants entre l'UE et le SSA. En outre, dans leurs relations avec l'UE, SSA des nations peut bientôt se trouver seuls dans l'association d'ACP-UE. Les états du mai caraïbe dans les dix ans suivants, ou même moins, se fusionnent avec le bloc américain latin qui modèle actuellement une association avec l'UE, de même que les États insulaires du Pacifique peuvent être plus à l'aise avec une union plus logique avec les nations de l'Asie orientale du Sud.

De nouveau, la chute du Mur de Berlin et la fin de la Guerre froide a tout à fait redéfini des intérêts géostratégiques globaux(mondiaux) et a considérablement diminué la pertinence du SSA'S en n'importe quelle forme imaginable. Cette situation ne laisse(quitte) des leaders SSA aucune autre option que prendre le destin de la région seulement dans leurs mains. L'UE et d'autres nations occidentales peuvent seulement être intéressés par SSA si les conditions de permission pour les types de relations mutuellement avantageuses du Nord/Du sud existent dans la région; la sorte des relations qui encourage des multinationales américaines à déplacer leurs équipements de production en Asie du Sud-Est et l'Amérique Latine pour découvrir le travail bon marché abondant et des matières premières dans ces régions. Pour des nations SSA, le succès dans le développement économique par le climat amical d'investissement dépend de beaucoup de facteurs, des allocations de coopération de l'UE étant seulement un d'entre eux. Beaucoup de leaders dans ces nations voyaient trop souvent la coopération avec l'UE comme la seule voie dont ils peuvent se développer. Dans l'avenir, cette attitude doit changer, on devrait voir l'aide de coopération comme le facteur complémentaire dans l'appui d'efforts nationaux et pas comme le moteur pour le développement. SSA des pays doit être capable de proposer des solutions concrètes et responsables de leurs associés d'UE, faisant ainsi au moyen du système de dialogue. Ils doivent promouvoir le développement basé sur la participation, la participation(l'engagement) de jeunes dans des efforts de développement et aussi l'autorisation de femmes. C'est sans aucun doute une énorme tâche mais il peut avec succès surmonter si un climat de stabilité, la sécurité et la confiance est créé, correspondu par un sans équivoque politique fera(sera). De sa part, l'UE devrait façonner ses efforts d'aide d'inclure la vision à long terme nécessaire pour le développement durable complet dans

SSA conformément à l'Ordre du jour 21 d'UNCED. Les allocations de coopération doivent être correctement visées et gérées directement par l'UE ou son Agence. De nouveau, l'objectif complet devrait être adapté vers le développement d'infrastructure régionale complète (compréhensive) qui facilitera l'intégration régionale dans le SSA. Dans le passé, le plus souvent, les stratégies ont été destinées aux résultats immédiats et démonstratifs.

Finalement, tandis que beaucoup d'espoirs existe pour des relations euro-africaines à long terme, il y a des bonnes raisons pour le désespoir, considérant les inégalités diverses qui existent aujourd'hui entre l'UE et SSA; mais d'abord SSA doit se guérir de ses maux monumentaux.

Liste de Schéma

Schéma I	Les 48 Pays de l'Afrique subsaharienne	4
Schéma II	Distribution Mondiale du PIB per capita	9
Schéma III	Distribution du commerce européen dans pays en voie de développement	10
Schéma IV	Pourcentage de commerce européen dans pays en voie de développement	12
Schéma V	Évolution de la coopération euro-africaine depuis Yaounde par Pays d'Association	16
Schéma VI	Allocations projetées de l'UE aux Pays ACP, 2000-2005	22

Schéma VII	Risques d'investissement, 2001-2002	31
Schéma VIII	Engagements FED	32

Table des matières

Introduction		2
Première partie: l'UE et l'ASS dans monde de l'après la Guerre Froide		
1.0	Rapports entre plusieurs inégalités	4
1.1	Les aspects politiques et institutionnels	5
	1.11 'Démocraties' autoritaires; souvent corrompues et incapables	6
	1.12 Eternelle crise intraétatique et interétatique	7
	1.13 Insécurité et hausse de la vague de criminalité	8
1.2	Les aspects économiques	8
	1.21 Généralités	8

1.22	Quelques indicateurs économiques	9
1.23	Commerce externe	9
1.3	Les aspects sociaux et environnementaux	10
1.31	VIH/SIDA universel	11
1.32	Catastrophes naturelles	12
1.333	Problèmes environnementaux	13
Deuxième Partie: Relations euro-africaines - de Berlin 1884 à 2000 Cotonou		
2.1	Contexte Historique	14
2.11	De la Conférence de Berlin au Processus de décolonisation	14
2.12	Les associations d'OCT et la Convention de Yaoundé	15
2.13	Les Conventions de Lomé	17
2.14	Évaluation de Lomé; le Cahier Vert de l'UE	18
2.1	L'Accord de Cotonou	19
2.21	Directions nouvelles	20
2.22	Les cinq piliers	20
2.221	La dimension politique	20
2.222	L 'approche participative	21
2.223	Eradication de la pauvreté	21
2.224	Nouvelle structure commerciale	21
2.225	Réformes financières	21
2.23	Ressources financières	22
2.24	Mise en œuvre	22
2.241	Critères de besoin	23
2.242	Performance de la Politique	23
2.3	Bilan de l'Accord Cotonou	23
2.31	Renforcement des institutions politiques et promotion de la démocratie	25
2.32	Intégration régionale	25
2.33	Globalisation et les États de l'ACP	26
2.34	Difficultés de la mise en œuvre de l'Accord de Cotonou	27
2.341	Les interprétations différentes de l'Accord	27
2.342	Processus de ratification	27
2.343	Intégration régionale et zones de libre échange régionales	27
2.344	Niveau de terme réel des coopérations financières	28

Troisième Partie : L'avenir – défis et perspectives

3.1	Défis des relations euro-africaines futures	29
3.11	Les niveaux Fracturés de Développement et Manque De Climat défavorable à l'investissement en pays SSA	30
3.12	Trou béant entre structures institutionnelles dans les deux régions	31
3.13	Expansion de l'UE vers l'Est et concentration plus vive sur l'axe Euro-Med	31
3.14	Diminution d'appui du donateur de l'UE pour les nations SSA	33
3.15	Apparition du 'néo-nationalisme' en Europe	33
3.16	Les activités des multinationales européennes dans SSA	35
3.17	'Non-europeanisation' continue des affaires SSA par les anciens pouvoirs coloniaux	35
3.2	Les perspectives de relations euro-africaines	36
3.21	Les engagements de l'ASS	37
3.211	Réformes institutionnelles / politiques	37
3.212	Réorganisation de la sécurité militaire et interne	37
3.213	Fourniture d'infrastructure intra-étatique et inter-étatique	38
3.214	Renforcement du rôle des médias	
3.22	Les engagements de l'UE	38
3.221	Gestion directe des allocations de l'UE par l'UE ou ses agents	39
3.222	Aide au renforcement de la démocratie à la bonne gestion du pouvoir politique	39
3.223	Appui aux réformes stratégiques et professionnalisation de l'Armée	39
	Conclusion	41
	Liste des Schémas	43
	Table des matières	44
	Bibliographie	44

Bibliographie

Livres en anglais

COSGROVE Carol et LAURENT P-H, "le Rapport Unique : la CE et ACP", dans John REDMOND (rédacteur),_les Relations Externes de la Communauté européenne, Londres; Macmillan, 1992.

CANAPÉ Michel et d'autres., les Associés Préférés de l'Europe ? Les Pays Lomé dans Commerce du Monde, Londres; institut de Développement D'outre-mer(Étranger), 1995.

STEVENS Christophe et d'autres., Après Lomé IV : une Stratégie pour Relations d'ACP-UE au 21e siècle, Londres; publications de Commonwealth, 1999.

Articles et Périodiques en anglais

ASANTE S.K.B, "l'UE-ACP, Lomé Convention : Espérances, réalité et les Défis du 21e siècle",_Compréhension(Idée), vol. 26, n ° 4, 1996, pp. 381-391.

BOUTS K.H et d'autres., "Armées et Démocratie en Nouvelle Afrique : Leçons de la Nigeria et l'Afrique du Sud", Édition d'Internet, Jan 1999.

DAVID Dominique, "40 Ans de l'Europe - ACP Rapport", le Courrier d'ACP-UE, septembre 2000, pp. 11-14.

HOLTZ Uwe, "Association pendant le 21e siècle : une Évaluation Préliminaire de l'Accord d'UE-ACP", Développement D+C et Coopération, n ° 2, mars 2000, pp. 8-12.

KARL Kenneth, "EU/ACP Construction(Bâtiment) de Relations pour Demain", le Courrier d'ACP-UE, octobre-septembre 1996, pp. 67-69.

MOREAU Françoise, "l'Accord Cotonou – Nouvelles Orientations", le Courrier d'ACP-UE, septembre 2000, pp. 11-14.

MOURDIAN Anne-Marie, "la Convention Lomé sous Menace : Divisions en Europe sur Relations avec le Sud", Monde Diplomatique, juin 1998.

1Le Nouvel Accord d'ACP-UE – une Évaluation et Recommandations pour Mise en oeuvre, Europas Publication Spéciale, mai 2000.

SOLIGNAC-LECOMTE H.B, "Option pour Relations de Commerce d'ACP-UE Futures", ECDPM Papier(Journal) Travaillant n ° 60; Maastricht 1998.

PAULSON Michel et d'autres., "l'OMC le Sommet aboutit à l'Échec", Seattle Post-Intelligencer, le 4 décembre 1999.

L'Accord Cotonou, Édition d'Internet, juin 2000,
<http://europa.eu.int/comm/development/cotonou>.

Livres en français

GABAS J-J (directeur)., _L'Union européenne et les pays ACP, Paris : Éditions KARTHALA, 1999.

GIRI Jacques, L'Afrique en panne, 25 ans de développement, Paris; éditions KARTHALA, 1994.

GONIDEC P-F, Relations internationales africaines, Paris; LGDJ, 1996.

MOREAU-DEFARGES Philippe, L'ordre mondial, Paris; Armand Colin, 1998.

Articles et Périodiques en français

CARMONA Robert (directeur)., " L'Afrique subsaharienne : atouts, incertitudes, perspectives", Les Cahiers de MARS, n ° 158, 3e trimestre 1998.

CHAUVEAU-BAIS Elisabeth, "Entre régionalisme et mondialisation : politique de coopération de l'Union européenne verse les bananes ACP font face à l'OMC", L'Afrique politique 2000, l'Édition KARTHALA, pp. 221-239.

32 L'europas est une coalition de 22 NGDOs européens travaillant pour assurer que la politique et les pratiques de l'Union européenne et des gouvernements européens nationaux promeuvent les gens à centré le développement durable dans toutes les parties du Monde.

DAGUZAN J-F, "L'état et l'entreprise fait face à mondialisation la à", la Revue française de Géographie, n ° 1, le Mars 1997, pp. 57-73.

De DEUS PINHEIRO Joã o, "L'Avenir des des Relations entre l'Union Européenne et les Pays ACP", la Revue du Marché Commun, n ° 407, Avril 1997, pp. 233-237.

KÜHNE Winrich et Al-, "Gestion de crise et règlement des conflits en Afrique subsaharien", Cahiers de Chaillot, décembre 1995, n ° 22.

SADA Hugo, "Les Nouveaux Accorde l'Union Européenne - la Paie la Zone de la Afrique – Caraïbes – Pacifique", Défense Nationale, n ° 6, juin 2000, pp.187–189.

TRAVERSEZ Abdoulaye, "L'Afrique et la globalisation la", Monde, mercredi, 14 novembre, 2001, pp. 1*20.